

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 26 FEVRIER 1970
N° 443, 1,50 F



**front commun
contre la répression**

Les militants ont la parole

Nous publierons dans le prochain numéro un nouveau bilan de la souscription en indiquant notamment la répartition géographique des réponses.

Cette semaine nous donnons la parole à quelques militants qui ont fait des suggestions diverses au sujet de la souscription et nous répondons à quelques questions.

Tout d'abord quelques remarques :

— Nous avons reçu deux lettres défavorables à la souscription à côté des centaines de réponses positives.

— Des camarades travailleurs, étudiants, retraités, malgré des revenus très faibles (270 F par mois pour l'un d'entre eux) versent leur contribution au parti.

— Beaucoup de camarades nous demandent de limiter le plus possible les emprunts extérieurs en faisant remarquer que le versement d'une somme de 55 F par militant en moyenne permettrait de faire face à l'achat du siège.

— Plusieurs camarades nous font les propositions suivantes : décentralisation de la campagne ; organisation d'une tombola en bons de souscription donnant droit par tirage à des lots.

Toutes les suggestions seront étudiées, elles permettront d'améliorer l'efficacité de la campagne.

**

● Au sujet des bons de souscription compte tenu des différentes remarques faites par les camarades, leur valeur sera de 1 F à 10 F. Ils seront rapidement imprimés et envoyés aux militants qui nous en ont demandé ainsi qu'aux responsables fédéraux et de section.

● Plusieurs camarades nous ont demandé de préciser ce qu'était la caution solidaire :

Le parti sera peut-être obligé d'emprunter plusieurs millions sur 10 ans. L'organisme ou les organismes de crédits auprès desquels nous contracterons cet emprunt exigeront une garantie de remboursement. En général les associations à caractère non politique obtiennent la garantie des collectivités publiques, département, communes. Ce ne peut pas être le cas du P.S.U. Ce sont donc les militants du P.S.U. et sympathisants qui en s'associant serviront de garan-

tie, chacun d'entre eux pour une fraction du prêt. Ces garanties donnent l'assurance aux prêteurs d'être remboursés même s'il y a défaillance de l'organisme emprunteur.

**

Un camarade étudiant de Marseille qui n'a pour revenu que 270 F par mois donne 10 F au parti et peut placer 100 F de bons de souscription.

**

Toujours à Marseille un camarade retraité de 70 ans verse 100 F pour le local.

**

Georges Minazzi - Audincourt Montbéliard : « Bons de souscription avec tirage de lots c'est plus facile à placer auprès des camarades de travail prix variable pour 1 ou 2 F dans les usines. »

**

Un camarade de Quimperlé, 74 ans : 100 F.

**

Gérard Vivier, Grenoble : « Serait-il possible de prévoir une souscription permanente ensuite pour le remboursement de cet emprunt et dans ce cadre de permettre aux militants ayant cautionné cet emprunt de se décharger eux-mêmes totalement ou en partie du montant de leur caution en versant au parti la somme nécessaire à son remboursement ? »

**

Raymond Perrodin, Lons-le-Saunier : « 50 F par militant plus pour ceux qui peuvent et l'affaire est jouée. »

**

Jean Sapy, Beaupréau : « Je souhaite que l'emprunt extérieur soit réduit au minimum. Je pense que nous devons pouvoir trouver 800.000 F. S'il n'en était pas ainsi je propose qu'un nouvel appel soit fait aux camarades pour un effort supplémentaire sur la base de 1/50 du salaire pour les salaires de moins de 1.000 F et 1/10 pour ceux de plus de 1.000 F. »

Omer Apcher, Sainte-Florine : « L'appel fréquent au « porte-monnaie » des militants est lourd et irritant. La question a sans doute été soulevée mais je propose de « faire de l'argent » par le biais des fêtes du parti (à l'échelon fédéral et national). C'est une imitation, certes, mais elle réussit ailleurs. »

**

Henri Bergel, Strasbourg : « N'oublions pas qu'un parti révolutionnaire se rend plus vulnérable en s'installant. Une certaine dispersion des organes est parfois plus sûre. Par ailleurs, le matériel de propagande devra être multiplié et sa rentabilité est importante. »

**

Section Albert, Somme : « Au cours de sa dernière réunion notre section a été amenée à se prononcer sur la directive numéro 175 de l'achat d'un immeuble.

« Il a été conclu qu'indépendamment de toute contribution personnelle de la part de nos camarades, il appartient surtout à la section d'apporter la garantie financière à cette nécessaire opération immobilière. »

**

Hervé Le Tocquin, Rosny-sous-Bois, prévoit le placement de bons de souscription pour un montant de 200 F. Il précise : « 100 F m'apparaissent être une moyenne, si je dépassais ce chiffre tant mieux, sinon s'il s'avérait inférieur je pense que je compléterais par une contribution personnelle. Si chaque militant du parti, et j'ose espérer qu'il en sera ainsi, fournit le même effort que moi, compte tenu des effectifs le total des sommes recueillies se monterait à 1.500.000 F. Le résultat de cette opération nous dira si le parti entend se donner les moyens d'être un parti révolutionnaire c'est-à-dire un parti où chaque militant sait se sacrifier à tout moment pour que vive l'espoir socialiste. »

**

Pierre et Sharon Courtoux, Orsay : « Proposition d'une contribution de chaque militant proportionnelle à ses revenus : 5 F, 250 F.

« Le P.S.U. à la rue sera logé par ses militants. »

Le siège du parti est la propriété de tous les militants actuels et à venir. »

**

Jean-Claude Sommaire, La Celle-Saint-Cloud : « Si un militant sur deux pouvait faire un versement moyen de 100 F le problème serait résolu, sans avoir à recourir à un emprunt. »

**

Yves Paccou, Paris 3^e : « Je suis contre l'emprunt extérieur pour des raisons évidentes d'indépendance du parti. Si un emprunt est nécessaire, il ne peut être fait qu'auprès des militants ce qui est d'ailleurs la seule solution assez souple pour permettre de faire face aux éventuelles nécessités de l'action.

« D'autre part, il m'étonne que le parti n'ait pas encore tiré la leçon des échecs répétés des souscriptions types « bons ». Je pense que la seule solution pour obtenir un succès extérieur au parti est d'utiliser des supports concrets pour la souscription (plaquelette résumant la position du parti, recueil de bandes dessinées, satiriques, photos, gravures, œuvres d'art diverses, agendas, recueil de citations, rééditions de « classiques » du mouvement ouvrier et socialiste...) qui pourraient être vendus très au-dessus du coût de revient à l'occasion de la souscription. »

**

Gérard Bournoville, Paris : « Afin d'éviter toute perte de temps il serait préférable de demander à chaque section, par l'entremise des fédérations, de verser une somme faisant environ 52 F par militant, les sections pouvant en l'occurrence faire un barème de telle sorte que les militants les moins pourvus paient moins et les plus argentés un peu plus. L'effort demandé au militant pourrait être atténué si celui-ci arrivait à placer des bons de souscription à l'extérieur. »

**

Christian Mellot, Antibes : « 100 F x 10.000 adhérents = 1.000.000 de N.F. soit 100 millions qui avec un peu de bonne volonté pourraient être récupérés une bonne fois pour toutes en un mois.

« Considérant d'une part le montant de cette opération,

d'autre part le nombre de militants à notre parti, le versement devrait être de 6.000 AF par adhérent.

« Notre section se composant de 20 camarades, nous nous engageons donc à verser une somme de 120.000 AF sur la base de 40.000 AF par an. Cette somme que nous nous sommes imposée annuellement correspond à la moyenne du bénéfice que nous avons lorsque nous organisons un bal au profit de notre section. Ce premier tiers est à votre disposition. »

**

Jean-Claude Barbe, Paris (15^e) : « D'après ce qu'il ressort de « directives », le parti compte à la fois emprunter (jusqu'à 5 ans) auprès des militants et à l'extérieur sur 10 ans. Il me semble que cette solution, compte tenu des taux actuels de l'argent, doit être particulièrement onéreuse et compliquée à cause des cautions solidaires. Je me demande donc s'il ne serait pas préférable de lancer directement un grand emprunt auprès du parti suivant le mécanisme ci-dessous :

« Obligation de 500 F portant intérêt à un taux correct, 5 % par exemple ;

« Amortissement dudit emprunt sur 10 ans par tirage au sort d'une fraction égale chaque année ;

« Possibilité de racheter directement à des camarades qui en auraient besoin un certain quantum puis sur 1/10 amortissable chaque exercice.

« Plusieurs centaines de foyers militants ont des « petites économies » placées à la Caisse d'épargne, en bons du Trésor, etc. L'objectif serait qu'ils confient ces fonds au parti sans pourtant renoncer à un intérêt qui les garantisserait contre la dépréciation monétaire. L'amortissement de l'emprunt serait garanti par les immobilisations figurant à l'actif (société à constituer ou T.S.).

« Si le P.S.U. adoptait cette solution pour un emprunt de 400.000 F, l'amortissement annuel à partir de 1971 serait de 40.000 F et l'intérêt, en première approximation, de 11.000 F soit au total 51.000 F par an.

« 800 militants souscrivant chacun à une obligation de 500 F suffiraient à placer totalement l'emprunt. »

● Le versement des contributions est à faire à l'ordre du P.S.U. (54, Bd Garibaldi, Paris-15^e).

Bon voyage, M. Pompidou !

Manuel Bridier

Il y a toujours quelque naïveté, le plus souvent volontaire, dans l'intérêt apporté par les diplomates et les journalistes au grand tourisme officiel. Le temps n'est plus à des poignées de main historiques. Ambassadeurs et ministres, émissaires et messagers parcourent le monde en tous sens et les positions des gouvernements étrangers sont aussi connues que les problèmes intérieurs. En cas d'urgence, les chefs d'Etat peuvent dialoguer par leurs téléphones multicolores, mais sans tambour ni trompette.

Un voyage officiel n'est plus à notre époque une mission d'exploration ni l'occasion d'un grand tournant politique. Préparé de longue date, il est au contraire l'aboutissement d'une discussion préalable, la mise en scène appropriée pour la consécration de ses résultats. Si tout n'y est pas réglé à l'avance, il ne faut pas s'y attendre non plus à de grandes surprises.

Une conjonction des impérialismes

Le voyage de Pompidou à Washington ne fait évidemment pas exception à la règle. Sans doute l'aggravation de la situation au Moyen-Orient et les réactions de l'opinion américaine à ce sujet peuvent-elles verser quelques grains de sable dans les engrenages trop bien huilés, mais ce n'est pas l'essentiel. Il s'agit d'une rencontre symbolique de l'impérialisme français et de l'impérialisme américain, dont les difficultés, intérieures et internationales, conduisent à un rapprochement inévitable.

Du côté français, les choses ne sont pas nouvelles. Le gaullisme apparaîtra comme la dernière tentative historique d'une politique autonome pour le capitalisme français. Encore le fut-il très superficiellement, au niveau des déclarations plutôt qu'à celui des réalités économiques. Le capitalisme français n'a jamais pu se passer réellement du capitalisme américain ni même se poser réellement en concurrent véritable. La crise de Mai 68 et la crise monétaire de l'automne lui enlevèrent jusqu'à l'intention et cela, comme on l'a bien vu, sous le règne même du général de Gaulle.

Le réalisme pompidolien tranche par le ton sur l'arrogance gaullienne. Quant au fond, il s'agit de résoudre le même problème : comment l'impérialisme secondaire français peut-il préserver ses profits, à la fois contre ses masses populaires, contre la poussée du tiers monde et contre la convoitise de ses alliés ? Ce que de Gaulle prétendait jouer au poker, Pompidou le défendra sans outrance, conscient de ses forces et de sa faiblesse, lâchant du lest au besoin pour conserver l'essentiel : la Méditerranée, le pétrole et les apparences d'un quatrième Grand.

Il ne peut y parvenir qu'en reconnaissant implicitement par son voyage le leadership international des Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont besoin d'alliés

Pour Nixon, il s'agit aussi d'une reconnaissance des faits. Le changement de style était sensible déjà dans son voyage en Europe. Certains, alors, n'y ont vu qu'un problème de personnes, le résultat d'une insuffisance de prestige. Mais le prestige d'un Johnson ou d'un Truman a-t-il jamais été plus grand que le sien ?

Pas plus qu'il ne s'agit de comparer les performances théâtrales de De Gaulle ou de Pompidou, il n'est question de coter Nixon ou ses prédécesseurs au hit-parade de la politique internationale. Si les Etats-Unis, par sa bouche, évoquent aujourd'hui la concertation des impérialismes occidentaux plutôt que l'hégémonie triomphale de l'impérialisme américain, c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Le capitalisme yankee demeure le plus fort du monde, mais il ne peut mener seul la lutte sur tous les fronts.

L'impérialisme nord-américain est affaibli par la lutte héroïque du peuple vietnamien, par le développement des guérillas en Amérique latine, par la montée politique du peuple noir aux Etats-Unis, par le prix de la compétition nucléaire et spatiale. Il faut que les autres impérialismes le relaient, prennent leur part de la lutte commune pour la défense du capitalisme contre la double pression, intérieure et extérieure, des prolétariats industriels et des masses populaires du tiers monde, aggravée, pour lui, par la concurrence du bloc soviétique avec lequel il ne peut négocier que sur une position de force relative.

La division du travail

Ainsi s'amorce une nouvelle conception de la division politique du travail, qui n'exclut, bien sûr, ni les contradictions ni les conflits à l'intérieur du monde impérialiste.

C'est déjà ce qui existe depuis longtemps au niveau des affaires. Ni les Etats capitalistes ni les entreprises, même les plus grandes, ne peuvent assumer séparément le poids énorme des investissements miniers et industriels, les dépenses aléatoires de la recherche ou de la prospection géologique, le risque, enfin, d'une subversion sociale toujours plus menaçante. Chacun essaye de tirer la couverture à lui, de mettre la main sur la meilleure part du gâteau, mais cela n'empêche pas la prolifération des cartels internationaux.

En Europe, la mainmise du capitalisme américain ne se présente pas comme une conquête étrangère, contre laquelle se battraient les capitalismes nationaux. Capitaux américains, français, allemands, etc. sont étroitement associés dans les grandes affaires européennes comme ils le sont quelquefois — à un moindre degré, il est vrai — dans les affaires américaines elles-mêmes.

Dans les pays du tiers monde, on assiste de plus en plus à la formation d'un néo-colonialisme international, européen avec l'association des Etats africains à la Communauté de Bruxelles, mais aussi euraméricain, sous l'égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

La contradiction principale

L'évolution des relations entre les Etats impérialistes est la consécration politique de cet état de choses. Elle implique un nouveau partage des zones d'influence, non plus entre partenaires égaux, comme au temps du premier partage colonial au Congrès de Berlin, mais entre des vassaux consentants et leur suzerain essoufflé.

C'est ainsi que la France renonce aux ambitions mondiales démesurées du voyage à Pnom-Penh ou à Mexico, pour concentrer son effort sur l'Afrique et le monde arabe. Dans ce domaine limité, elle n'est certes pas à l'abri des compétitions, mais elle constitue, avec l'impérialisme britannique — devenu le rival à sa taille —, une sentinelle de l'impérialisme international.

Nous avons dit ce qu'il fallait penser, à cet égard, des livraisons d'armes à la Libye. La politique au Moyen-Orient n'est pas différente. La France officielle ne défend pas plus les peuples arabes que les Etats-Unis ne défendent les Israéliens. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de préserver les intérêts capitalistes, la présence du capitalisme dans cette région, dans l'un et l'autre camp et quelle que soit l'issue du conflit.

C'est pourquoi les contradictions évoquées à l'occasion du voyage de Pompidou à Washington ne sont pas, à nos yeux, les contradictions principales. La contradiction principale est celle qui oppose les forces impérialistes aux mouvements de libération nationale et de révolution sociale dans le monde entier. Quelles que soient les difficultés — que personne ici ne sous-estime ni ne prétend résoudre en un jour — c'est de l'aggravation systématique de l'approfondissement de cette contradiction essentielle — en Europe comme en Amérique, au Moyen-Orient comme au Vietnam — que viendra le dépassement des conflits ethniques, religieux ou nationaux, le renforcement du front mondial des forces populaires dans la bataille pour le socialisme. □

Des cantonales à l'action

Jean-Marie Vincent

Pourquoi participer à des élections cantonales dans les circonstances actuelles, peut-on se demander ? Le découpage des circonscriptions favorise indéniablement les forces conservatrices et plus particulièrement les notables qui se prétendent apolitiques. Les conseillers généraux n'ont aucune possibilité d'intervention réelle, si ce n'est de « dialoguer » avec les instances préfectorales pour obtenir quelques miettes, dont ils essaieront de se prévaloir auprès de leurs électeurs qui plus est, la masse des électeurs ne se passionne pas pour les débats souvent clochermerlesques auxquels donne lieu ce type de consultation. Le chiffre des abstentions est là pour en témoigner.

Pas d'électorisme

Pourtant le P.S.U. a décidé d'y participer. Serait-il lui-même infecté par le démon de l'électorisme ? Certainement pas. Il ne cache pas que le nombre des élus qu'il aura lui est largement indifférent et il ne cherche pas à se créer petit à petit un corps de notabilités locales formant l'ossature de son organisation dans le pays. Alors ! Ses objectifs sont très clairs : il veut utiliser une tribune, si restreinte soit-elle, pour faire connaître ses conceptions de la lutte contre le régime et éclairer le maximum de travailleurs sur les conditions actuelles de cette lutte.

Il s'agit d'abord de dénoncer les limitations apportées à l'expression des intérêts populaires et à la mystification que constitue le système représentatif tel qu'il fonctionne en France, notamment aux niveaux local, départemental et régional. La campagne du P.S.U. ne se laissera pas enfermer dans les problèmes de la « sage gestion » départementale et ne fera pas seulement référence à la construction d'un lycée ou à l'implantation de nouvelles entreprises.

Elle s'attachera au contraire à mettre en lumière les raisons des difficultés croissantes que rencontrent les classes populaires en fonction de la contre-offensive du pouvoir sur le plan économique (hausse des prix, inflation, contrats de progrès, etc.), sur le plan répressif (atteintes à la liberté d'expression, accentuation de la répression contre les travailleurs étrangers). Elle insistera sur la signification de la politique de rentabilisation des services publics qui de la S.N.C.F. à l'enseignement tend à faire retomber une charge encore plus lourde sur les épaules des travailleurs.

Une campagne pour l'action

Mais au-delà de ces dénonciations nécessaires, elle se donnera comme but positif de populariser les campagnes d'action dans lesquelles le parti est engagé depuis

un certain temps. Il y a d'abord la campagne sur le cadre de vie livré à la spéculation capitaliste (logement, transports, loisirs, services et équipements sociaux) qui ne cherche pas de façon primaire à demander de meilleures conditions d'habitat et de vie, mais à mobiliser le maximum de ceux que cela concerne pour s'opposer à la mise en pratique de la politique Chalandon et pour arracher par l'action des concessions. Dans la région parisienne la campagne sur les transports, avec tous les échos qu'elle a eus dans la presse, a déjà sensibilisé une grande partie de l'opinion. Il faut se servir des cantonales pour pousser plus loin et susciter les initiatives de masse qui feront des couches de plus en plus nombreuses de la colère au combat anticapitaliste.

La campagne sur l'armée et contre l'impérialisme permettra de mettre en question, derrière la façade démocratique, un système fait pour opprimer et pour utiliser les uns contre les autres les exploités du capital. L'encadrement idéologique

quer que la lutte pour le contrôle ouvrier est une lutte pour l'autodétermination des travailleurs dans les lieux de production et qu'elle est la condition indispensable pour un déploiement de la lutte dans tous les secteurs de la vie sociale sur des bases anticapitalistes, non équivoques. C'est en effet seulement parce que les travailleurs coalisés et organisés représentent une force collective susceptible de réorganiser toute la société que l'action au niveau des services et de la consommation peut avoir un sens révolutionnaire. Et c'est parce que le despotisme patronal dans l'entreprise sert de modèle pour toutes les formes d'organisation sociale que l'action pour le contrôle ouvrier peut par ailleurs avoir une valeur exemplaire et montrer la voie de l'auto-organisation dans d'autres domaines.

Dans cet esprit, le couronnement de l'intervention du parti dans les cantonales sera une campagne systématique pour l'unification des luttes ouvrières, paysannes, et étudiantes contre le capitalisme. Con-



de l'armée, l'accoutumance à la passivité qu'elle entend obtenir doivent être combattus sans faibles et replacés dans le cadre d'un régime qui est celui de la méfiance organisée à l'égard de toute initiative populaire. Il faut également que l'utilisation des préjugés chauvins ou raciaux pour diviser les travailleurs se heurte de plus en plus à l'exercice effectif de la solidarité ouvrière par-delà toutes les frontières.

Contre le régime

Cet ensemble de campagnes s'intègre dans un axe d'intervention permanent qui est la lutte pour le contrôle ouvrier. Les cantonales permettront précisément d'expli-

tre la dispersion des efforts, contre les tentations des actions aventuristes et isolées, il s'efforcera de montrer que la jonction est possible, à partir d'une compréhension mutuelle des conditions spécifiques de la lutte dans chaque secteur, mais aussi à partir de l'union sur des thèmes communs.

Les cantonales ne bouleverseront rien sur l'échiquier politique traditionnel, mais pour notre parti elles peuvent être l'occasion de nouveaux contacts avec les masses populaires. Ne serait-ce que pour cela, elles doivent être prises au sérieux et coordonnées avec tout notre travail pour la mise en cause du système pompidolien et capitaliste.

LE FAIT PUBLIC

présente dans son numéro de mars :

- UNE ANALYSE :
La démocratie bloquée, par André Chander-nagor.
- UN MANIFESTE :
Le nouveau défi, par Jean-Jacques Ser-
van-Schreiber.
- UN DOCUMENT :
La francisation des Indiens de Guyane,
par Jean Hurault
- UN DOSSIER :
Israël 1970, par Claudine Chonez
Les commandos palestiniens, par Guy
Hannotaux

Et encore : Les chroniques de Frédéric Pottecher, Maurice Séveno et Thierry Roland.

En vente partout : 3 F / Abonnements : découpez le bon ci-dessous

M _____ Prénom _____ Profession _____
Adresse _____

désire recevoir un numéro de :
désire souscrire un abonnement à : LE FAIT PUBLIC - 12, rue Chebanais, 75-PARIS-2
régulé par chèque bancaire mandat CCP 30 282 41 Centre 78 LA SOURCE
un an : 30 F - Étranger : 40 F - soutien : 50 F - Étudiants : 25 F

De marcellinades en marcellinades

Jean Verger

De jour en jour, la répression s'abat sur l'ensemble du mouvement d'extrême gauche. Elle vise aussi bien le mouvement étudiant, lycéen que les différents groupes politiques et notre parti : dans un lycée de Nancy, des policiers matraquent à l'intérieur et à l'extérieur ; à l'occasion de la campagne menée par le P.S.U. et Lutte Ouvrière contre l'augmentation des transports, des dizaines de personnes ont été arrêtées avec la complicité des flics en civil et des flics de la R.A.T.P. (pompeusement baptisés employés de la R.A.T.P. par la presse bourgeoise). De nombreuses perquisitions sont effectuées au siège de différents mouvements d'extrême gauche. M. Marcellin reprend-il ses dossiers de juin 68 ? Le gouvernement se propose-t-il de dissoudre certains mouvements d'extrême gauche ?

Les vendeurs de la presse révolutionnaire sont systématiquement interpellés et envoyés au poste pour vérification d'identité.

Chaque semaine des dizaines et des dizaines d'interpellations de ce genre se produisent dans la région parisienne, rien que pour les vendeurs de **Tribune Socialiste**. (Sans compter les autres vendeurs.)

Quant à la justice bourgeoise, elle n'est pas en reste, témoin le dernier verdict qui a frappé les camarades militaires à Rennes.

Il est évident que cette répression est bien loin d'être aveugle, elle ménage singulièrement les groupes fascistes qui servent d'auxiliaires camouflés à la police. Dans certaines universités, elle ménage les couches sociales petites bourgeoises, dont le légitime mécontentement se manifeste parfois par des actions d'éclat. Elle ménage les camionneurs qui bloquent la route pendant des heures entières, par contre elle concentre exclusivement son tir, actuellement, sur le mouvement révolutionnaire.

Que cherche M. Marcellin ? Sans doute à briser l'ardeur com-

Conseils aux diffuseurs de T.S.

(Ancien département de la Seine)

● La vente des journaux est interdite en vertu d'une ordonnance de police du 8 novembre 1948 (Seine) dans les marchés et aux abords immédiats des marchés.

● En vertu d'un arrêté préfectoral (de la Seine) du 5 février 1929 sont interdites :

- la vente en groupe ;
- la vente isolée et immobile (à condition de gêner la circulation) ;
- la vente près des établissements d'enseignement, et des églises (à condition qu'elle « trouble l'ordre public »).

Rappelons que la vente occasionnelle n'est soumise à aucune déclaration.

Il faudrait prouver qu'un militant exerce la profession de colporteur, pour qu'on exige de lui qu'il ait une carte de colporteur.

Il est évident que l'ensemble de ces dispositions peuvent être en partie tournées par nos camarades ; au cas où une contravention serait dressée par la police, il est important :

- 1° de ne pas régler le montant de cette contravention ;
- 2° de garder le papillon et d'attendre la citation devant le tribunal de police ;
- 3° de contacter à ce moment les avocats du Parti. □

bative du courant socialiste. Mais M. Marcellin n'est pas malin. Il sous-estime largement l'importance du courant socialiste d'aujourd'hui, l'ampleur de sa presse, l'ardeur de ses militants et l'impact profond

Dimanche 22 janvier, des militants du P.S.U. et de la Ligue communiste, dont Michel Rocard et Krivine, vendaient leurs journaux respectifs au carrefour Aligre-Crozatier. Les policiers intervinrent immédiatement et interpellèrent dans un premier temps Rocard et Krivine. D'ordinaire, de telles interpellations se traduisaient par l'arrestation immédiate de militants. Cette fois-ci la police refusa de les arrêter, se bornant à une tentative de clarification de règlements imprécis. Puis, après le départ des deux dirigeants vers le commissariat de police pour informations plus détaillées, la police arrêta six autres vendeurs qui se trouvaient en dehors des abords immédiats du marché et qui n'étaient donc pas en infraction. La preuve est ainsi faite que les arrestations systématiques de vendeurs de journaux socialistes dans les rues passantes le dimanche reposent sur l'arbitraire le plus total et représentent une entrave de plus à la liberté d'expression.



D.R.

qu'il a dans le pays, au-delà des structures superficielles traditionnelles. Peut-être cherche-t-il également la provocation ?

Il est évident en effet, que nos jeunes militants ne se laisseront pas en toutes occasions emmener comme des moutons au poste de police et ne réagiront pas toujours sans violence, lorsque des civils (que rien ne distingue du simple pékin ou du C.D.R. de circonstance) essayent de les ceinturer au cours de telle ou telle manifestation.

Devant de tels agissements de la nouvelle société Marcellin et Cie, il importe que les militants de notre parti et, dans l'ensemble, du courant socialiste soient clairement

informés de leurs droits et de l'attitude à adopter en telle ou telle circonstance.

L'action menée notamment par notre camarade Rocard et le camarade Krivine le dimanche 21 février au marché d'Aligre dans le 12^e arrondissement, est exemplaire et permettra une meilleure défense de la liberté d'expression.

L'unité à la base de tous les militants et différents groupes révolutionnaires, devient aujourd'hui un impératif pour la défense des libertés démocratiques fondamentales.

Nous ne nous laisserons pas intimider ! Dans la lutte contre la répression, nous saurons reprendre l'offensive. □



D.R.

Anarchisme et ultra-gauche

face au stalinisme

Alain Guillermin

« Le mouvement ouvrier ne devient marxiste que jour après jour, en partie grâce à la victoire sur les déviationnistes extrémistes de l'anarchie et de l'opportunisme, qui ne représentent que des moments du mouvement ouvrier marxiste considéré dans son processus total. »

R. LUXEMBURG.

« L'impatience est la principale source de l'opportunisme. »

L. TROTSKY.

L'ultra-gauche

Cohn Bendit, dans son livre, avoue lui-même qu'il n'a aucune théorie personnelle mais qu'il doit ses idées à trois périodiques : « Socialisme ou Barbarie » (de loin le plus intéressant, autodissous en 1966), « I.C.O. » et « Noir et Rouge ». En ajoutant à la liste l'« Internationale Situationniste » et l'œuvre de D. Guérin (notamment l'« Anarchisme » Idées 1965), qui a fortement influencé « Noir et Rouge » et les groupes anars en général, on a à peu près un tableau de l'idéologie ultra-gauche. Cette idéologie a deux parties :

l'une centrale, qui sert de pierre de touche en mai 68 — l'autogestion, le pouvoir des conseils ouvriers, la démolition de la théorie léniniste du parti conçu comme extérieur aux masses — ; l'autre partie, négative — le refus de toute (tactique) politique, de toute vision globale (stratégique) pour se confiner à l'action directe prolétarienne « pure », antisyndicale, anti-électorale et, finalement, anti-internationale (le refus de prendre en considération les guerres de libération nationales parce que « bureaucratiques »). (Cf. « Temps Modernes », janvier 70, R. Rossanda : De Marx à Marx, p. 1.041.)

L'U.J.C.M.L.

Au moment même où l'ultra-gauche accroit imperceptiblement son influence et apparaît sur la scène publique (brochure situationniste de Strasbourg, livres de D. Guérin, audience de « Socialisme ou Barbarie »), un tout autre courant, radicalement différent mais aussi nouveau, apparaît, distinct lui aussi

des anciens staliniens (P.C.M.L.F.) et des anciens trotskystes. En effet, contrairement à ces derniers, la rupture de l'U.J.C.M.L. avec le P.C. est une rupture sur le plan des idées !

En 1965-66 le P.C. ultra-gauche pour les besoins de la cause (alliance F.G.D.S.), n'est plus à la mode. Le « structuralisme » (Althusser) envahit le marxisme, c'est pourquoi le « maoïsme » de l'U.J.C.M.L. ne sera jamais bien solide. On ne peut étudier indéfiniment « à la Lettre » Mao sans le mettre en pratique et cette pratique (« l'Esprit » de l'auteur) va détruire la « Lettre ».

En mai 68, les incantations stalinienne ont perdu tout charme, il est triste pour qui veut servir le peuple d'être membre d'une organisation dont les dirigeants ont fait défaut au soir des barricades (10 mai 68). Aussi une autocritique déchirante s'impose. L'U.J.C.M.L. éclate, ses dirigeants tombent d'un extrême dans l'autre, de la « Théorie » à l'activisme, du « Stalinisme » au spontanéisme, la G.P. est née.

On sait que le « 22 Mars » s'est volatilisé après Mai ; les vieux militants s'en retournent à leurs groupuscules respectifs, l'équipe Geismar au S.N.E. Sup subit le même sort. Mais pour ceux qui n'étaient pas « militants », que faire ? Reconstruire après la révolution de 1968 des microgroupuscules anarchisants, (Cf. « Passer outre »), ce retour à l'impuissance est impensable ; on est à l'heure des « regroupements ». Or, le sectarisme de certains groupes se renforce : « Rouge », après le congrès de fondation de la Ligue communiste, adhère à une squelettique « IV^e Internationale » ; toute une frange s'en détache (ce phénomène se poursuit aujourd'hui), se couvrant de l'autorité de Rosa Luxemburg, bien mal interprétée en l'occurrence, contre le « léninisme » des dirigeants (interprété sommairement comme pratique autoritaire).

Ces divers groupes ont une structure d'accueil toute prête ; la G.P. Celle-ci, dès les vacances qui suivirent mai 68, a organisé une « longue marche » vers les usines et les campagnes (?!), embauchant quiconque, sans s'inquiéter s'il est stalinien, anar, maoïste ou autre. C'est un fiasco, mais pour l'année 1968-69 nos marcheurs ont trouvé une « base rouge » où s'arrêter : Vincennes. De là on va lancer des « actions » sur « l'extérieur », de préférence des lieux mythiques (Flins par ex.), aussi mythiques que l'est une Chine qu

une Albanie libertaires. Un trait commun à ces actions : le P.C.-C.G.T. pris en bloc comme contre-révolutionnaire (réviso-facho), cela justifié par deux faits. Le premier, théorique ; la Russie a restauré le capitalisme, point commun aux anars et aux M.L. mais ces évidences sont trop fulgurantes pour ne pas aveugler — surtout que l'on se refuse à analyser le **phénomène bureaucratique**, phénomène qui, à un stade historique, a trouvé un appui incontestable dans la classe ouvrière ; une telle analyse ferait, en effet, éclater les divergences internes du mouvement. Le second fait, pratique, découle du premier ; la violence de l'appareil C.G.T., sa collusion s'il le faut avec les flics, et, surtout, **chose incroyable pour qui croit à la bonté du « Peuple »**, le soutien que les ouvriers apportent à cet appareil, quand celui-ci est agressé de l'extérieur. Car la G.P. n'est pas seulement extérieure physiquement aux usines (elle peut toujours envoyer des normaliens passer leur C.A.P.), elle y est **étrangère idéologiquement**. Tels les narodniki russes, la G.P., qui pratique le populisme, est expulsée ou dénoncée par le « peuple » lui-même (qu'on baptise alors maîtrise, flics-patronaux, révisos, pour se fermer les yeux).

On sait alors quel est le recours à cet état de fait ; terrorisme-populisme et terrorisme sont les deux faces d'une même idéologie. Mais en France, en 1970, on n'abat plus de Grands-Ducs ; le terrorisme à la petite semaine prend alors deux aspects : 1°) on se cogne avec les flics (ces militants **découvrent** que la police est fasciste ; contrairement au P.S.U. et aux autres groupes, ils n'ont pas formé leurs cadres dans la guerre d'Algérie, alors que les flics étaient comme maintenant (interpellations, brutalités, voire Charonne) ; c'est l'aspect anar de l'entreprise. 2°) on fait des commandos contre les « révisos », c'est-à-dire on se conduit envers le prolétariat exactement comme les staliniens quand ceux-ci ont voulu consolider « définitivement » leur implantation (période : classe contre classe ; lutte contre les sociaux-fascistes, c'est-à-dire les sociaux-démocrates). Il est inutile de dire que l'aventure est nuisible et sans issue. Il appartient au P.S.U., pour résorber l'extrémisme « de gauche », non pas de le « condamner » mais d'être un parti révolutionnaire sans sectarisme mais sans aucune déviation opportuniste. □

VIENT DE PARAÎTRE

PACTE ATLANTIQUE ET IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS 15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Une revue au service du parti

La revue « Critique socialiste pour une théorie et une pratique révolutionnaires », annoncée initialement pour janvier 1970, sortira au début du mois de mars 1970.

Au sommaire de son premier numéro on trouvera des articles de Manuel Bridier (sur la violence), de Philippe Monlaur (le capitalisme en crise et le socialisme à construire), de Lucio Colletti (pouvoir et démocratie dans la société socialiste), de Serge Mallet (sur le contrôle ouvrier) et de J.-M. Vincent (classe et

parti) ainsi qu'un certain nombre de documents.

Nous invitons nos lecteurs à s'abonner nombreux afin de faciliter le lancement de cette revue qui correspond à un besoin profondément ressenti. L'abonnement ordinaire est de 20 F, l'abonnement de soutien est de 40 F.

Les versements doivent être faits à « T.S. », 54, bd Garibaldi Paris 15^e, C.C.P. Paris 58.26.65 avec la mention « Critique socialiste ».

Une grève pour rien

Jacques Ferlus

Mercredi 18 février, 18 h, gare Montparnasse. Depuis quarante-huit heures, les cheminots C.G.T. du dépôt d'Achères ont décidé la grève. Ils réclament des négociations avec la direction ; négociations qui sont d'ailleurs prévues depuis plus de huit jours pour le 19 février... Par les escaliers mécaniques montant du métro, les travailleurs arrivent pour prendre le train qui les ramènera dans leurs banlieues. Un discret tableau noir annonce des perturbations dans le trafic.

Plutôt indifférente à cette grève, la foule envahit les quais. Les trains ont du retard, mais sur cette banlieue ce n'est pas une exception. On est tassé dans les wagons, mais à peine plus que d'habitude. L'usager n'est pas encore mécontent.

Il y a aussi des cheminots, c'est bien naturel dans une gare. Ils travaillent. On n'a pas l'impression d'en voir moins que de coutume. Ici ou là le cheminot et l'usager bavardent. On ne peut pas parler d'un véritable climat de grève à la gare Montparnasse.

Vendredi matin 20 février, gare de Versailles-Chantiers. *L'Humanité* annonce que la C.G.T. a refusé l'accord proposé par la direction. L'omnibus qui quitte Versailles pour Paris est aux deux tiers vide. En cours de trajet il s'arrête pour laisser passer un autre train... qui transporte des automobiles. Le trafic de la S.N.C.F. ne paraît donc pas paralysé.

Le soir, gare Montparnasse, les quelques courageux qui persistent à utiliser le train — car ils ne peuvent faire autrement — découvrent un trafic à peu près normal. La grève est finie. Une grève pour rien : la C.G.T. n'a pas rallié la masse des cheminots, le pouvoir celle des usagers. Ce conflit qui n'a jamais réussi à éclater vraiment prend la dimension d'un simple fait divers.

Une étape de la « réforme » de la S.N.C.F. :

Il faut donc oublier pour l'instant cette grève et le comportement de la C.G.T., pour s'intéresser à l'accord conclu entre la S.N.C.F. et les syndicats. C'est une nouvelle offensive pour les contrats de progrès, mais ici le pouvoir est plus discret. Car parler de progrès social serait plutôt drôle à une période où, sous le couvert d'un ambitieux projet de rentabilisation, on est en train de brader ce service public.

Au nom de la rentabilité, on va supprimer quelque 40.000 emplois à la S.N.C.F. Il y a trop de monde.

Pourtant on n'est pas en mesure de faire travailler les cheminots moins de 43 h 30 par semaine. Et en 1969, 750.000 heures de congé n'ont pu être prises pour « raison de service ».

Toujours au nom de la rentabilité il faudra poursuivre les augmentations de tarifs. Constatons simplement que malgré les fréquentes et importantes hausses de ces dernières années, le taux de productivité de la S.N.C.F. conserve une légère tendance à la baisse. Le trafic diminue régulièrement.

Tel est le « progrès » envisagé à la S.N.C.F. Il est compréhensible qu'on n'ose pas l'utiliser comme base d'un contrat avec les cheminots. D'un autre côté cette « réforme » ne peut se faire sans l'assentiment des cheminots. Des concessions sont à faire pour éviter la contestation. Le pouvoir va donc faire des propositions en matière de salaires et de conditions de travail.

Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos que les cheminots sont de loin les travailleurs du secteur public les moins bien lotis, tant au niveau de l'emploi qu'à celui des salaires. De plus, avec eux, il faut savoir manœuvrer : ils sont massivement syndiqués ; chez eux la notion du service public existe vraiment, en cas de conflit il est impossible de les sermonner comme les agents de l'E.G.F. Chaban-Delmas ne s'y est d'ailleurs pas amusé.

On sait tout cela tant au gouvernement qu'à la direction de la S.N.C.F. et l'accord signé le 22 février n'est donc qu'une étape dans le processus d'intégration des travailleurs dans la réforme de la S.N.C.F. Mais une fois encore les syndicats sont tombés dans le piège.

Une stratégie qui n'en est pas une

Certes, la plupart des clauses de l'accord sont de nature à satisfaire les cheminots, particulièrement celles sur les salaires, la garantie du pouvoir d'achat, la réduction de la durée du travail. La direction a pratiquement accepté toutes les revendications syndicales. Mais dans le même temps les syndicats se lient par la clause sur l'adaptation des effectifs et la modernisation. Ainsi ils reconnaissent comme inévitable, et d'une certaine manière comme souhaitable, la disparition de 40.000 salariés. Une fois de plus ils acceptent la désormais traditionnelle petite phrase des contrats de progrès. Cette phrase dit que tous les pro-

blèmes seront examinés « dans le cadre de la procédure de concertation et de conciliation ».

Si un jour des problèmes surgissent, et il en surgira, on fera grève pour l'ouverture de négociations. Une fois de plus on oubliera que les négociations sont la conséquence de la grève et non son but. C'est ce qu'avaient compris les roulants de la S.N.C.F. en septembre dernier.

Les organisations syndicales qui ont signé cet accord ont pris une responsabilité énorme pour l'avenir et commis une erreur dont il leur faudra bien un jour rendre compte devant le mouvement ouvrier tout entier. Quant à la C.G.T., elle a fort bien compris qu'elle ne pouvait pas signer « sans lier les mains » des cheminots. Même si elle est claire, contrairement à ce que laisse entendre la presse bourgeoise, sa stratégie n'en est pas moins critiquable. Il s'agit pour elle d'arracher le maximum de concessions matérielles au pouvoir (les salaires) et de rompre au moment où on veut entraîner les travailleurs plus loin. Mais le coup ne peut réussir que tant que les autres syndicats acceptent de signer les accords discutés.

Ce n'est pas nous qui reprocherons à la C.G.T. de manifester dans les faits son hostilité au régime actuellement en place, mais en jouant constamment et en même temps la participation et l'opposition, elle ne contribue pas à une véritable prise de conscience de la masse des travailleurs.

Une occasion manquée

La grève lancée par la C.G.T. est un demi-échec alors qu'elle aurait dû être l'occasion d'une large sensibilisation à la nocivité de la politique sociale de M. Chaban-Delmas. Compte tenu de l'impact sur l'opinion des récentes campagnes sur les transports en commun, un grand conflit à la S.N.C.F. aurait pu être très populaire. Les cheminots auraient été en mesure d'expliquer la crise de la société nationale, les contrats de progrès auraient été dénoncés et combattus ailleurs que dans les salons des ministères, les bureaux directoriaux ou les états-majors syndicaux. Cela n'a pas été et c'est bien regrettable, car même si l'occasion se représente à la S.N.C.F., et elle se représentera, entre temps d'autres accords risquent fort d'être signés dans la plus totale indifférence. Le premier qui s'annonce est celui des Charbonnages : la parole est aux mineurs. □

Grève à l'hôpital

De notre correspondant à Créteil

Voici un hôpital tout neuf, chef-d'œuvre de l'architecture officielle, c'est-à-dire étouffant à souhait, qui ne devrait poser aucun problème. Mieux encore, ce centre hospitalo-universitaire est destiné, aux dires de son doyen mégalomane, à devenir un « Princeton » français.

Et pourtant, le manque effrayant de personnel, l'incurie de l'administration entraînent des cadences infernales pour les travailleurs ouvriers et infirmiers ; le manque de moyens de transports oblige le personnel de veille à rentrer en auto-stop dans ses foyers et, dernière injustice, la fermeture de la crèche pour raisons médicales se fait au préjudice complet des mères qui travaillent à Henri Mondor. On comprend la colère des agents hospitaliers et leur décision de passer à l'action.

Une grève exemplaire

Sur une plate-forme globale commune à toutes les catégories et aux 3 syndicats (C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.), la grève va commencer. Elle aura deux caractéristiques : démocratie des travailleurs en lutte, formes d'actions nouvelles pour les hospitaliers.

En effet, c'est l'assemblée permanente des grévistes qui a pris toutes les décisions, sur le fond comme sur les modalités d'action ; c'est elle

qui a rejeté à la quasi-unanimité le préavis de grève, qui a décidé la démarche de tous, près du directeur (300 agents dans son bureau... le malheureux n'en est pas revenu). C'est en assemblée que les formes d'action ont été retenues, et beaucoup d'entre elles sont venues des grévistes eux-mêmes.

Incontestablement, ce sont les ouvriers d'Etat qui se sont montrés les plus inventifs et les plus combattifs, ce sont eux qui ont constitué l'essentiel des piquets de grève, qui ont fait les banderoles, et qui ont su séparer les actions à visées locales (sur l'entreprise) et celles menées contre l'adversaire principal l'Etat.

Les dirigeants syndicaux ont parfaitement su s'adapter à cette démocratie, et les petites dissensions intersyndicales ont été arbitrées par l'assemblée à chaque fois.

Quand on connaît les traditions de lutte dans l'assistance publique, et que l'on compare à la grève du 20 février à la Pitié-Salpêtrière (avec assemblées des travailleurs... par catégories !) il s'agit là d'une formule tout à fait d'avant-garde dans le monde hospitalier.

Mais l'originalité de cette grève ne se limite pas à la démocratie collective ; les formes mêmes de la grève sont aussi à souligner : en effet, les deux moyens de pression ont été :

1) La prise de contrôle de la cantine de l'hôpital : après occupation des locaux, les travailleurs ont pris en main la cantine et les repas ont été distribués gratuitement au personnel.

Inutile de décrire la colère et le désarroi de l'Administration, désarmée devant cette forme de lutte, qui met en jeu son bien le plus précieux, la caisse.

2) La prise de contrôle des consultations et des examens spéciaux. Là aussi le piquet de grève a pris en main le bloc administratif en obligeant l'hôpital à assurer son activité médicale externe gratuitement... à la grande surprise des malades, et là aussi, au détriment de la direction.

Les résultats

Le directeur a tout lâché, et même au-delà, en ce qui concerne les revendications locales sur la crèche, les conditions de travail dans certains secteurs, etc., par contre le personnel ouvrier, pourtant le plus combattif, n'a pas obtenu, loin de là, ce qu'il demandait. Devant son cahier revendicatif interminable où tout était mêlé, la direction a eu beau jeu de glisser sur les points principaux (conditions de travail, problèmes catégoriels internes), pour accorder les revendications minimales (le casse-croûte, une paire de chaussures neuves, etc.).

L'extension du mouvement à toute l'assistance publique, sur deux problèmes importants : le recrutement du personnel, la mise en place de « bénévoles » un peu C.D.R. sur les bords, n'a pas non plus été possible.

Les leçons de la grève

Il ne sera pas difficile pour la section P.S.U. d'Henri Mondor d'expliquer après cette expérience ce que veut dire le contrôle ouvrier et la démocratie prolétarienne. Mais à côté de cet aspect très positif de cette grève, il reste à expliquer les deux échecs relatifs : pourquoi le personnel ouvrier a moins obtenu de succès, malgré l'excellent rapport de forces, que le personnel infirmier. Pourquoi la lutte est-elle restée localisée à Créteil ?

Nous avons, sur le plan politique, à répondre sur ces deux points, en montrant la cause principale des contradictions internes du personnel, c'est-à-dire l'extraordinaire découpage catégoriel et hiérarchique des hôpitaux, et en montrant aussi où se trouve l'adversaire principal ; par-delà une direction incapable pour la partie hospitalière et un doyen dictateur, petit tyran de province pour la partie universitaire, c'est l'Etat bourgeois lui-même qu'il faut attaquer. □

Région - pilote pour usine pirate

De notre correspondant à Rennes

La Bretagne a souvent l'honneur des communiqués ministériels. Elle vote si bien : rien que des députés de la majorité et six ou sept ministres. Alors les promesses ne manquent pas. M. Pompidou déclarait lui-même le 27 janvier 1967 à Morlaix (Finistère-Nord) : « Dans la répartition des crédits d'investissement, le gouvernement fait la part belle à la Bretagne. » Oui, en lui expédiant des entreprises en perte de vitesse et qui capotent au premier obstacle.

Le dernier et triste exemple, c'est l'histoire de la SEROM. Usine de fabrication de boîtes métalliques, appâtée par les primes de décentralisation et l'offre, en location-vente d'un bâtiment (1 million de F), elle décide de quitter Boulogne-Bilancourt, pour venir s'installer sur la zone industrielle de Morlaix.

Annoncée bruyamment comme un exemple de réussite d'industrialisation de la région, elle ouvre le 15 octobre dernier, avec 150 ouvriers et ouvrières, puis emploie jusqu'à 240 personnes. C'est une victoire soulignée par tous les défenseurs du pouvoir.

Les réalités

Cette usine utilise son matériel vétuste, transféré de Boulogne, et divers accidents se produisent. Il n'y a naturellement pas de service médical, pas de local, non plus, pour le casse-croûte, et le chauffage est symbolique.

Les conditions de salaires sont médiocres, mais la main-d'œuvre est si abondante. Théoriquement le O.S. 1 est payé de 3,30 à 3,35 F et le P.3 4,40 F, mais les qualifications ne sont pas assurées. Mieux, le salaire diffère selon la tête du compagnon. Ça n'a d'ailleurs aucune importance puisque la boîte n'assure aucune paie régulière ; les ouvriers n'ont reçu que des acomptes depuis décembre.

La déconfiture

Trois mois après son ouverture, cinquante personnes sont licenciées et cinquante autres licenciements annoncés. La

réaction syndicale (F.O. est le seul syndicat implanté dans cette usine) stoppe un court moment les mises à pied. Mais le 12 février, faute de marchandise, que la SEROM ne peut acheter, quatre-vingt-dix sept ouvriers sont mis en chômage technique et soixante-seize doivent suivre dans quelques jours. Ils recevront, du Bureau d'Aide Sociale, quelle que soit l'importance de leur famille, 10,17 F par jour pendant quatorze jours. La SEROM est en déconfiture mais ce sont les travailleurs qui paient la casse. Ils sont victimes de la politique de concentration basée sur la recherche du profit immédiat et notre région qui n'offre apparemment pas assez de bénéfices aux trusts capitalistes n'accueille que des entreprises marginales qui sombrent à la première bourrasque.

Combien la formule de notre camarade Bernard Lambert apparaît de plus en plus juste. Nous sommes « une région pilote pour usine pirate ». Mais ici aussi les travailleurs commencent à comprendre la nécessité du contrôle ouvrier et d'une planification socialiste. □



Ch. Kuhn

Grève à Encyclopedia Universalis

Michel Camouis

Cette entreprise, qui fonctionne depuis 1967, est une création du Club Français du Livre et de l'entreprise américaine de Chicago Encyclopaedia Britannica.

Elle emploie actuellement soixante-dix personnes, pour beaucoup de formation universitaire, qui ont conscience de l'importance de l'œuvre à laquelle elles collaborent.

Actuellement, cinq des vingt volumes prévus sont parus. Cette publication a été réalisée dans une atmosphère de tension continue. Les décisions arbitraires de la direction (changements de personnel incessants et non justifiés, directives de travail contradictoires, absence de respect des salariés, des auteurs et des collaborateurs) ont créé un climat d'insécurité et apporté des entraves à la réalisation d'un ouvrage dont les caractéristiques essentielles devraient être la continuité et la cohérence.

Comme le remarque fort justement un auteur, dans une lettre exprimant sa solidarité avec le mouvement actuel du personnel : « Depuis que l'Encyclopaedia Universalis a pris contact avec moi... je n'ai pu qu'être frappé par le fait que les collaborateurs de cette

entreprise qui s'adressaient successivement à moi n'étaient jamais les mêmes, ce qui semblait traduire une « valse » du personnel assez inquiétante. Cette instabilité a les plus fâcheuses conséquences et compromet la continuité du travail. »

Faisant suite à une vingtaine de licenciements ou démissions provoqués et à une répression systématique des représentants syndicaux et de tous les délégués, le 8 janvier dernier, la mise à pied en vue de licenciement d'une déléguée du personnel, membre suppléant au comité d'entreprise, a constitué le point de départ de l'action du personnel. Cette action avait été précédée d'une première grève unanime exprimant l'indignation du personnel devant le renvoi d'un chef de département encore à l'essai, dont la compétence, reconnue par tous, ne pouvait être mise en cause.

Le licenciement de la déléguée du personnel ayant été refusé par l'Inspection du travail, la direction a été contrainte de réintégrer cette déléguée, mais a intenté un recours auprès du ministère contre la décision de l'Inspection du travail.

Le 28 janvier, l'assemblée générale du personnel dépose un préavis de grève illimité. Elle demande :

- la réintégration de la déléguée dans ses fonctions antérieures ;

- l'établissement d'un calendrier des augmentations salariales ;

- la signature d'un protocole d'accord sur l'information concernant l'emploi dans l'entreprise (engagements, licenciements, mutations, promotions, sanctions éventuelles), garantie indispensable de la sécurité de l'emploi.

Toutes ces revendications ont été formulées collectivement. Le personnel est décidé à les faire aboutir collectivement, mettant ainsi en cause le **pouvoir autoritaire de la direction de l'entreprise**.

La direction refusant toute négociation sous la menace de la grève, l'assemblée du personnel, réunie le 3 février 1970, décide de poursuivre le travail pour que s'engage la discussion.

Le 4 février, la délégation du personnel présente son cahier de revendications et se heurte à une fin de non-recevoir de la part de la direction. Informé, le personnel

décide à l'unanimité de se mettre en grève sur les lieux de travail jusqu'à ce que satisfaction soit donnée à ses revendications.

Pendant les trois premiers jours de la grève, le cahier de revendications est complété et définitivement mis au point par l'ensemble du personnel, puis communiqué, le 10 février, à la direction.

Le comité de grève demande alors à être reçu et ne cesse de relancer la direction en affirmant sa volonté de négocier sans préalable. Au terme de cet échange de correspondance, il apparaît que la direction maintient toutes ses exigences, refusant notamment de considérer les revendications dans son ensemble et d'engager la négociation avant la reprise du travail.

La direction tente, par ailleurs, de briser la grève par des mesures d'intimidation auprès du personnel et par l'engagement de personnel extérieur.

Le 17 février, les **imprimeurs se solidarisent** avec le mouvement, et arrêtent leur travail pour l'Encyclopaedia. Ce même jour, une réunion entre quatre délégués du personnel et quatre représentants de la direction ne permet pas aux choses d'avancer. □

Luttes universitaires

Grève dans une école

Albert Rousselles

Pourquoi les treize enseignants de l'école dite spécialisée P. Lafargue ont-ils engagé une telle lutte dure ?

Cette école destinée d'abord à des classes primaires devient en septembre 68 une école pour « inadaptés » de 7 à 16 ans. Or, rien n'était prévu : les locaux, l'équipement, les crédits étaient ceux d'une école communale « normale ». Il manque des maîtres qualifiés (deux remplaçants débutants sur trois instituteurs de classe de perfectionnement professionnel), des ateliers et des professeurs d'atelier.

Au cours de l'année scolaire 68-69, les démarches du S.N.I., de l'A.P.E. n'aboutissent pas. (Si ce n'est la venue d'un bâtiment préfabriqué non équipé.)

À la rentrée 69, l'ouverture d'une quatrième classe de perfectionnement professionnel ne fait qu'aggraver les choses. En novembre 69, le professeur d'atelier fer qui n'a plus de matériel quitte l'école.

- 75 jeunes de 14 à 16 ans n'ont alors que 4 h d'atelier bois par semaine (contre 16 h dans une école nationale de perfectionnement, par exemple) ;
- 25 n'ont aucune heure d'atelier ;
- le professeur d'atelier n'a pas le droit de donner un enseignement professionnel.

Les maîtres et les élèves sont révoltés par cette situation qui conduit les jeunes, à la sortie de l'école, au chômage ou à la

surexploitation (par exemple, d'anciens élèves travaillent 50 h par semaine pour 50 F par mois).

Les enseignants décident le principe de la grève. En décembre, le bureau et l'A.G. du S.N.I. de Montreuil unanimes (majorité Unité-Action) soutiennent cette grève et fixent, avec les enseignants de P. Lafargue) les revendications minima de cette grève :

- 1 atelier par classe de perfectionnement professionnel ;
- 1 professeur par atelier ;
- les crédits de fonctionnement nécessaires.

La grève commence le 12 janvier. Une assemblée de parents approuve et soutient la grève.

Quelques problèmes de fond

Sans porter de jugement sur la forme d'action entreprise, il est possible de faire les constatations suivantes :

- a) Le refus des enseignants et des parents de subir une situation dans laquelle ils n'avaient aucune part. C'est la première fois depuis longtemps qu'un mouvement de cette ampleur part ainsi de la base chez les instituteurs.
- b) L'insuffisance dramatique des moyens matériels des écoles, l'insuffisance de formation et de qualification des maîtres, contrairement à ce que laissent entendre les déclarations optimistes officielles. C'est à la base qu'on a conscience des problèmes.

Le freinage

L'échec relatif du mouvement conduit à s'interroger sur l'aide que le SNI a pu demander au comité d'action laïque s'appuyant sur les partis de gauche. Il ne suffit pas que le P.C. rejette sur le gouvernement la responsabilité de la situation pour que ce soit un soutien à la grève. Il ne suffit pas que l'appareil du SNI soutienne conditionnellement la grève, encore faudrait-il qu'il intervienne avec énergie, autorité et imagination (par exemple : le secrétaire départemental du SNI a accepté de *n'être reçu* par l'administration qu'un mois après le début de la grève). Aucune action n'a été proposée à l'échelon du quartier, ni à l'échelon communal, pour populariser l'action en cours.

Tout l'élan nous semble avoir été bridé par l'appareil syndical. Tout s'est passé comme si les appareils des organisations locales (SNI, PC, union locale des APE), malgré un vote des parents le 14 février appelant à la poursuite de la grève, avaient tout fait pour limiter l'ampleur de la protestation.

- A cause de la forme d'organisation de la lutte : les grévistes se sont organisés en comité de grève qui a pris des initiatives (tracts, affiches, visite d'écoles, du lycée, distribution sur les marchés, entrevue avec l'inspecteur d'académie, réunion publique). Un comité de soutien s'est créé,

non dominé par le PC ou le SNI. Les appareils ne pouvaient admettre que l'initiative vienne de la base.

- A cause des revendications mêmes des grévistes qui ne portaient plus seulement sur des données quantitatives mais sur des notions qualitatives : « Le recrutement de ces enfants est déjà arbitraire, dit un communiqué à la presse rédigé par le comité de grève (contestation des tests définissant le quotient intellectuel, de la formation des instituteurs chargés de les faire passer) ; le contenu et les conditions d'enseignement... contribuent pour une grande part à la multiplication des cas d'inadaptation : programmes, notes, examens, sanctions... » (même tract). « Avec nous, luttiez pour briser la chaîne qui de l'école à l'usine fabrique des exploités » (affiche du comité de grève).

En conclusion

Le mouvement a en tout cas remis en cause l'existence même de ce type d'école tant que le recrutement des élèves, leur sélection à l'entrée, les moyens en hommes et en matériel seront ce qu'ils sont.

Si l'on excepte la nomination d'un professeur d'atelier (à partir du 2 mars) acquise le 13 février, quelle « victoire » a autorisé la direction départementale du SNI (le 13-2) à demander la reprise du travail ? □

Du 6 janvier à la mi-février, en Belgique, 23.000 mineurs ont fait grève dans les charbonnages du Limbourg, un pays flamand, malgré l'opposition des syndicats.

Pour briser le mouvement, les syndicats se sont surpassés. Ils ont fait pression pour que la prime de fin d'année ne soit payée qu'aux mineurs reprenant le travail. Le 23 janvier, les grévistes ont manifesté à Zolder. Les gendarmes ont déployé l'arsenal de la répression : matraquages, grenades lacrymogènes, arrestations. Les grévistes ont brûlé un autobus, abattu des panneaux publicitaires, coupé des arbres, envahi des bureaux. Depuis, si les mineurs n'occupent pas les puits, ce fut le face-à-face quotidien entre les travailleurs en lutte et les forces de l'ordre bourgeois.

On a organisé un « référendum par correspondance » sur la reprise du travail. Résultat médiocre : une minorité s'est prononcée pour la reprise. La majorité a répondu « non » ou s'abstient. Cependant, les masses ont repris le travail par « petits paquets », et la grève a cessé sans que le patronat ait discuté avec les comités de grève. Cela donne l'apparence d'un échec. C'est qu'en Belgique, le puissant appareil politico-syndical est un rempart du régime capitaliste.

Il faudra donc un puissant mouvement de masse pour parvenir à ébranler celui-ci. Les militants belges, qui sont proches de nos objectifs, ne se font pas d'illusion sur ce point, alors que la grève a été dans sa cinquième semaine.

Serge Viaene, membre du bureau national des Jeunes gardes socialistes et militant du Parti wallon des travailleurs (P.W.T.) a présenté l'analyse et l'action de son organisation.

Mineurs et étudiants au coude à coude

Interview recueillie par Rémy Grillault

— Par qui la grève est-elle menée ?

— Deux comités dirigent la grève. Le plus important est le comité permanent du bassin de Campine. Il groupe les dirigeants naturels des mineurs : des gens qui sont dans les syndicats, mais qui ne sont pas forcément des délégués, ni des conseillers d'entreprise. Les syndicats, voistu, sont même contre : ils essaient de faire reprendre le travail.

— Comment s'est déclenchée la grève ?

— Il y a deux grandes organisations syndicales en Belgique : la F.G.T.B. social-démocrate et la C.S.C. qui est d'essence chrétienne. Si en Wallonie, la F.G.T.B. a la large majorité, c'est le contraire en Flandre. 55 % des travailleurs sont à la C.S.C., chez les mineurs du Limbourg. On peut compter 30 à 35 % de non-syndiqués, le reste étant à la F.G.T.B.

La C.S.C. avait fait un battage pendant deux à trois mois pour une augmentation de 15 %, dans le cadre d'un renouvellement de la programmation sociale.

Les gars étaient prêts à faire une grève. Au lieu de 15 %, le patronat a accordé 6 %. Alors les syndicats ont tout à fait changé leur fusil d'épaule en disant : « bon, 6 %, ce

n'est déjà pas mal, il n'est pas question de faire grève, ce serait idiot, etc. ». Eh bien, les gars n'ont plus marché. Ils ont formé un comité et se sont mis en grève.

Le premier et le deuxième jour, d'ailleurs, les mineurs étaient seuls à s'organiser avec leurs dirigeants naturels. Ils se sont trouvés devant une quantité de difficultés. D'habitude, ce sont les syndicats qui organisent administrativement la grève, qui préparent des meetings et des assemblées générales, qui font des distributions de tracts. Ces gars-là n'avaient pas l'habitude.

C'est à ce moment-là que sont intervenus des gars du R.S., (socialistes révolutionnaires), qui est l'équivalent Flamand du P.W.T. Ils agissaient en accord avec la Jeune garde socialiste, qui se trouve d'ailleurs dans le R.S. Si bien que nous avons eu 150 à 200 militants sur place jour et nuit, dès le deuxième jour de la grève. A partir de ce moment-là, nous sommes entrés dans le comité permanent et nous y siégeons.

— En tant qu'organisation politique ?

— En tant que Jeunes gardes socialistes, puisque ce sont presque tous des étudiants qui sont dans l'organisation jeune.

— Y a-t-il des gars du R.S. qui sont mineurs ?

— Non. Slegers, le leader, est un sympathisant des R.S. Mais il ne fait pas partie de l'organisation.

Une brochure en 48 heures

Les mineurs ont accepté que les étudiants du R.S. et de la Jeune garde socialiste entrent dans le comité permanent parce qu'ils se trouvaient sans organisation et parce que nos copains sont arrivés avec une brochure sur cette grève, alors qu'elle n'était déclenchée que depuis deux jours. On a mis deux jours et deux nuits pour tirer cette brochure à 10.000 exemplaires.

— Et les syndicats n'ont-ils pas essayé de reconquérir le mouvement ?

— Ils ont sous-estimé les possibilités du comité permanent. Ils se sont dit : les grévistes n'ont pas l'habitude de se battre sans l'appui des organisations syndicales. Ils vont se casser la gueule.

Pour suppléer les syndicats

Et ils ont échoué parce qu'il y avait sur place des militants qui ont mis sur pied une organisation qui marche très bien. Ils ont fait tout

ce que les syndicats auraient dû faire normalement : des collectes de fonds à peu près dans toute la Belgique, des tracts explicatifs pour contrer la presse bourgeoise, etc. Les grévistes reçoivent des appuis d'un peu partout.

— La majorité des militants des Jeunes gardes sont des étudiants ?

— Les deux sections sur place sont celles d'Anvers et de Gand. C'est assez éloigné du Limbourg et ceux qui travaillent ne peuvent pas se déplacer comme les étudiants.

— Par qui sont dirigés les charbonnages ?

— C'est une industrie privée.

— Subventionnée par l'Etat ?

— L'Etat aide les patrons à laisser les puits ouverts. Il y a longtemps que le patronat voudrait fermer les puits. Mais pour qu'il n'y ait pas trop de chômeurs d'un coup, l'Etat accorde des subventions, comme il l'a fait pour le Borinage. Mais au Borinage, le charbon est mort et bien mort. Il y a 30.000 chômeurs au Borinage. Et les mines de Campine vont fermer comme celles du Nord de la France, c'est-à-dire dans les années 75. On n'y échappera pas.

— En 1963, dans le Nord de la France, les mineurs ont fait grève. Derrière les revendications immé-

diates, s'élevait une protestation contre une société capitaliste qui allait jeter les mineurs sur le pavé sans rien leur proposer à la place. Y a-t-il ici quelque chose de semblable ?

— Il semble qu'ici, les gars réclament plus une sorte de contrôle sur les entreprises en question. Seegers a dit à la télévision : « Plutôt que de donner de l'argent à fonds perdus aux patrons charbonniers, il vaudrait mieux créer de nouvelles entreprises nationalisées. »

— Il s'agit d'un contrôle au niveau d'une planification ?

— C'est cela. Ils contestent l'utilisation qu'on fait des finances publiques, le fait qu'on donne de l'argent à des patrons des charbonnages sans contrôler ce qu'ils en font.

— Le gouvernement et le patronat se trouvent donc côte à côte pour résister aux grévistes ?

— Oui. Il y a un directoire charbonnier qui travaille en liaison avec les organisations économiques. En Belgique, un conseil économique wallon et un conseil économique flamand essayent de définir un plan pour donner à la Flandre et à la Wallonie une infrastructure économique viable. C'est du moins le but avoué. Ces gens-là se sont réunis avec le directoire charbonnier et ont appuyé les thèses patronales. De toute façon, le gouvernement n'obéira qu'au directoire charbonnier.

— Il n'y a pas d'ouvriers dans ces conseils économiques ?

— Il y a des représentants des organisations syndicales. Et même dans le directoire charbonnier, il y a un gars du parti socialiste.

Pas de grève contre son parti

— Dans l'affaire, les organisations syndicales sont presque du côté du gouvernement et du patronat ?

— D'autant plus que les organisations syndicales sont proches des partis social-démocrate et démocrate-chrétien. Alors, on ne fait pas grève contre son propre parti, contre son propre gouvernement. Si le P.S.B. avait été dans l'opposition, je crois que la F.G.T.B. aurait reconnu la grève tout de suite.

— La social-démocratie a donc toutes les fonctions d'un parti bourgeois.

— D'accord. En Belgique, l'intégration de la social-démocratie en est à un stade... Je crois d'ailleurs que cette fois-ci, elle va en prendre un coup assez sérieux. C'est un ministre socialiste qui dirige l'armée et la gendarmerie. C'est lui qui dit qu'il va faire intervenir l'armée au Limbourg si ça continue, etc. Je ne vois pas comment ils pourront se défendre après, devant les travailleurs.

— Est-ce que la grève est vue avec une certaine sympathie par la population ?

— Oui. Dans une large mesure. Peut-être pas au début. En Wallonie, la presse bourgeoise disait que la grève était dirigée par la Volksunie, mouvement flamand d'extrême-droite. Si bien que la classe ouvrière de Wallonie ne se sentait pas tellement solidaire.

La Volksunie a essayé de se servir de cette grève : les élections communales sont pour cette année. Mais elle ne la dirige en aucune façon.

Au départ, on s'est dit à la Volksunie : ça va liquider les syndicats, c'est intéressant, etc. Et des gens de ce parti ont joué un rôle important. Mais le comité de grève a maintenant une position nettement à gauche, anticapitaliste. Les Jeunes gardes socialistes, les maoïstes ont réussi à faire la clarification politique.

Dépasser le problème linguistique

Et cela, les ouvriers wallons l'ont compris. Il y a eu des grèves de solidarité dans les mines de Liège, dans la seule mine qui reste du Borinage, à Farciennes, également aux Rothons, à Charleroi, à Cockerill-Ougrée, qui est la plus grosse usine sidérurgique de Belgique, et où nous sommes implantés. Nous y avons quelque 300 adhérents.

— Mais c'est énorme !

— Attention, il y a une différence entre le sympathisant, qui paie ses cotisations et le militant. On a peut-être une quinzaine de militants.

— Et le P.C. ?

— Il y a une position bizarre parce qu'elle est changeante. Ils disent : nous soutenons les revendications légitimes des mineurs. Mais ils ne soutiennent pas le comité qui dirige la grève. Maintenant, le P.C. a formé un groupe de grévistes F.G.T.B.

— Les communistes sont donc à la F.G.T.B. ?

— Oui, sauf ceux qui sont exclus. Ceux-là vont au syndicat libéral qui est pire que la C.S.C. Il ne déclenche aucune grève, mais les reconnaît toutes.

— Quelle importance a la reconnaissance ?

— En Belgique, on ne peut déclarer une grève qu'après huit jours de préavis. Sinon, la grève est illégale. Un gouvernement bourgeois préfère que les syndicats reconnaissent une grève. Cela permet de canaliser le mouvement.

— Les membres du comité de grève du Limbourg peuvent donc être emprisonnés ?

— Oui, mais ils ne le seront pas parce qu'ils sont suivis.

Il est évident que cette grève est totalement illégale.

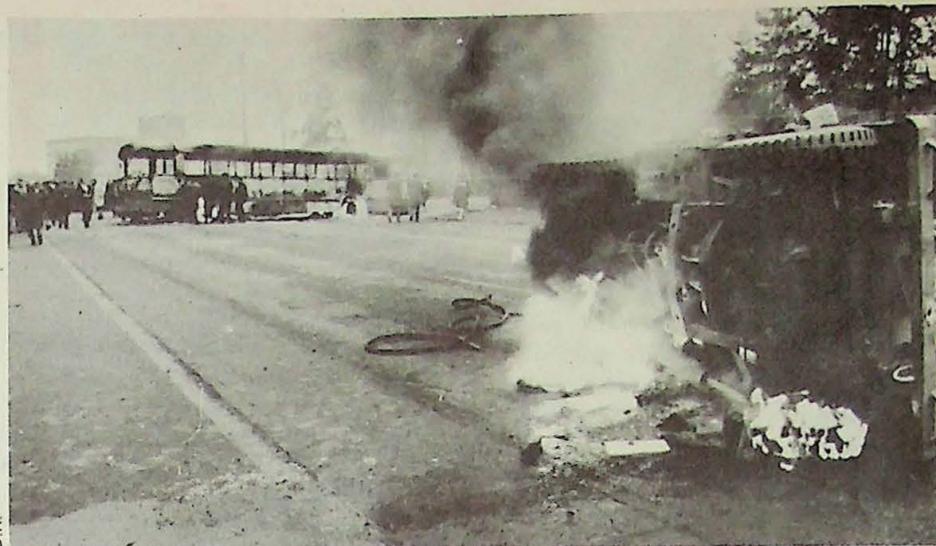
— Donc, on ne peut pas faire grève si un syndicat n'en donne pas l'ordre ?

— Non : s'il n'y a pas de dépôt de préavis de grève. Mais un comité de base dans une entreprise peut déposer un préavis.

Reconnaissance et ventre

— Quelles sont les implications financières de la reconnaissance d'une grève ?

— En Belgique, les cotisations syndicales sont plus fortes qu'en France. Mais en temps de grève, les syndicats versent à leurs adhérents des indemnités qui représentent 85 % du salaire. Cela permet de faire des grèves assez longues.



Le fait qu'un syndicat reconnaît une grève veut dire qu'il paiera les gars qui sont en grève. S'il ne la reconnaît pas, cela veut dire : « vous n'aurez pas un sou ! ». En Campine, sans reconnaître officiellement la grève, les syndicats ont dit qu'ils allaient payer les indemnités. Mais les mineurs ont dû attendre quatre semaines sans toucher un franc.

— Comment les étudiants sont-ils arrivés à s'intégrer dans la grève ?

— C'est grâce à son organisation que la Jeune garde socialiste a réussi à s'implanter. Si elle n'avait pas eu une organisation centralisée, comme elle l'avait depuis peu, d'ailleurs, elle n'aurait jamais réussi à sortir une brochure en deux jours, elle n'aurait jamais réussi à envoyer des militants à 100 kilomètres de leur point d'attache. Sans aide, les grévistes ne pouvaient tenir que huit jours au grand maximum...

— Spontanément, les mineurs ont travaillé avec vous ?

— Nous en avons été les premiers étonnés. Il ne faut pas croire que nous trouvons cela normal. Au début, nous savions que nous avions un certain avantage : nous venions avec des propositions politiques, des propositions d'organisation. Ce qui a été étonnant, c'est que dès le premier tract, les gars ont dit : bon, vous êtes là, c'est très bien, nous allons travailler ensemble.

— Et il n'y a pas d'organisation étudiante de masse ? Vous êtes intervenus directement en tant qu'organisation politique ?

— Nous sommes intervenus directement en tant qu'organisation politique. Et un élargissement du comité ne serait pas souhaitable. Dans la lutte, ce n'est pas le moment de faire intervenir des querelles groupusculaires. D'emblée, les spontanés ont attaqué le comité permanent.

— Est-ce qu'au sein de la Jeune garde socialiste, les travailleurs reconnaissent aux étudiants la capacité d'organiser une grève ?

— Les étudiants sont sur place pour une question de temps. Moi qui travaille dans une « boîte », je ne vais pas dire à mon patron : je m'absente parce qu'il y a une grève au Limbourg. Mais c'est le bureau national qui dirige les militants. Dans ce bureau, il y a des ouvriers. J'y suis.

— N'y a-t-il pas un risque de paternalisme d'organisation vis-à-vis de la masse des travailleurs ?

— On n'arrive pas là avec la bonne parole en disant : suivez notre exemple. C'est le comité permanent qui dirige la grève. C'est un comité de grévistes. Si nous siégeons avec eux, nous sommes minoritaires. Nous les aidons administrativement. Ce qui ne nous empêche pas d'exprimer notre point de vue sur les décisions.

— Ce que tu appelles « organisation de la grève » est donc le soutien logistique de l'extérieur ?

— Et aussi les propositions politiques. A l'intérieur du comité, nous avons lutté contre la tendance à l'antisindicalisme. Le gros de notre propagande se situe au niveau du contrôle ouvrier. Notre perspective, c'est qu'après la grève subsistent des comités de base qui continuent à lutter pour le contrôle ouvrier.

Si l'armée intervenait...

— La grève peut-elle s'élargir ?

— Il existe, je pense, certaines possibilités d'élargissement. Les mouvements de solidarité prouvent qu'une partie du prolétariat dépasse le niveau du secteur. Une intervention de l'armée au Limbourg pourrait déclencher une grève générale. Mais je ne crois pas qu'actuellement, la classe ouvrière belge se mettra spontanément en grève pour contester l'Etat capitaliste.

— Peut-être avez-vous choisi de ne pas faire mûrir la situation par manque de débouché politique ?

— Si le mouvement devait s'étendre, il ne faudrait pas dépasser le stade de la solidarité. Actuellement, on est incapable de diriger une grève politique. Cela sous-entend une organisation solide. On l'a peut-être. Mais elle n'est pas assez importante, assez large. C'est pourquoi, dans nos tracts, nous appelons les travailleurs à se grouper contre les programmations sociales, parce qu'ils seront obligés de le faire en dehors des syndicats et de se chercher une direction. Avec ces gens-là, nous pourrions peut-être un jour mener une grève politique à terme.

— Quoique, dans une situation historique, vous serez peut-être amenés à déclencher une grève générale ou la soutenir, tout en sachant qu'elle ne débouchera pas.

— C'est évident. On y a pensé, notamment en cas d'intervention militaire en Campine. □

Luttes et contrôle ouvrier

De notre correspondant à Turin

Après l'aboutissement de la lutte revendicative des travailleurs de la métallurgie, la situation est caractérisée par des tensions aiguës qui rendent possibles la continuation et la croissance offensive du mouvement.

Dans les grandes entreprises, en particulier à la FIAT, la recherche d'une productivité du travail plus élevée, indiquée par Agnelli (1) comme moyen pour sortir des difficultés suscitées par les luttes de l'automne, crée des contradictions d'une énorme portée. La résistance des ouvriers à l'augmentation de l'exploitation et de l'intensité du travail s'est affirmée, bien que de façon inégale, dans les derniers mois au point d'être une donnée rigide dans l'organisation des usines. (Il est symptomatique que la Fiat procède à l'intensification du travail avec beaucoup de prudence). La lutte interne, dans une situation de ce genre, acquiert un caractère encore plus acharné que dans le passé. Nous pouvons déjà observer un accroissement des tensions (débrayages dispersés, à la Fiat-Mirafiori, à la Fiat-Stura) qui est analogue à celui de mars-avril dernier, mais avec en plus chez les travailleurs l'expérience accumulée depuis. Intensité du travail et grilles de salaires semblent, à l'heure actuelle, les éléments essentiels d'affrontement, encore que le problème de concilier la lutte contre l'organisation et la classification du travail et la lutte pour l'augmentation des salaires, ne soit pas encore résolu.

Une poussée égalitaire

Dans les petites et moyennes entreprises se font évidemment sentir les conséquences d'une politique qui tend à faire retomber sur les travailleurs de ces entreprises les coûts des contrats collectifs (le cas de la Metron, liquidée par la Fiat est assez significatif de cette tendance). En général, on assiste à des tentatives pour recréer des différences de salaires entre les grandes et les moyennes entreprises.

Mais celles-ci se heurtent à la poussée égalitaire qui s'est manifestée dans des luttes unitaires de l'automne. De ce point de vue la lutte pour l'égalisation des salaires avec ceux de la Fiat qui commence chez Lancia a une très grande importance. En fait, si une coordination s'établit avec les autres usines, petites et moyennes, de la branche (carrosserie, etc.), cela peut entraîner une rapide diffusion des luttes sur ce thème. En outre, la durée du travail est discutée dans de très nombreuses entreprises métallurgiques.

Le panorama offert par les autres branches est aussi très riche. En ce moment, s'ouvre la lutte pour les conventions dans le textile caractérisée par le fait que les ouvriers de cette branche réclament des augmentations de salaires supérieures à celles consenties aux métallurgistes, alors que jusqu'ici les conventions de la métallurgie étaient considérées comme indiquant le maximum accessible. Cela laisse présager des affrontements rudes qui peuvent relancer le mouvement en avant. A cela, il faut ajouter que la lutte des ouvriers du textile en fonction du type de réalité dans laquelle elle s'insère, peut se développer comme une lutte sociale globale, comme lutte généralisée.

déroulent à leur propos montrent les aspects risqués qu'elles comportent en ce moment. La lutte des métallurgistes était d'une certaine façon générale et unifiante et poussait à l'homogénéisation des expériences particulières. Elle représentait ainsi un point de référence pour le mouvement dans les quartiers populaires (bien que la coordination entre l'usine et la société ait été assez primitive) : aujourd'hui au contraire, nous nous trouvons en face d'une myriade de luttes particulières, qui dans leur dispersion et leurs tendances au corporatisme, mettent en lumière l'absence d'une direction globale et d'une stratégie unifiante. Cela s'accompagne d'une crise des organismes de contre-pouvoir sortis



Simultanément entrent en lutte les conducteurs de tramways et d'autobus, les électriciens, etc., malgré les tentatives de répression. Les luttes dans les secteurs des services, de leur côté, mettent en lumière toute une série de problèmes connexes à la condition ouvrière hors de l'usine (voir le blocage des routes effectué par un groupe d'ouvriers de Rivalta contre l'insuffisance des transports).

Des thèmes de coordination mais pas de stratégie unifiante

Toutefois la fragmentation de ces luttes les expose à l'isolement. En effet, le type de manœuvres qui se

de la lutte, mais qui ne peuvent vivre qu'en fonction d'une ligne générale cohérente.

Pourtant sur le plan revendicatif, les thèmes de coordination ne manquent pas. La lutte des conducteurs de tramway met au jour le problème de la gratuité des transports ouvriers comme réponse à la conception de la rentabilisation des services publics et de l'assainissement des finances publiques. La lutte des électriciens met le doigt sur la nécessité du contrôle des quittances et de la lutte contre le coût majoré de l'électricité

(1) Un des principaux dirigeants de la FIAT.



Ignelli all'ultimo Salone di Torino

domestique. La grève des conducteurs d'autobus a besoin, pour réussir, de l'appui des ouvriers des compagnies de transports et renvoie également aux problèmes des ouvriers transportés par les services des firmes capitalistes.

Sans coordination, ces luttes peuvent être manipulées dans un sens réformiste et autoritaire par le patronat. Si l'on prend l'exemple de la Fiat, il est certain que la répétition des luttes plus ou moins « anarchiques » de mai-juin 1969 serait sûrement dangereuse. Si l'année dernière des luttes sauvages, malgré leurs limites, ont libéré considérablement la force et la créativité ouvrières, aujourd'hui en l'absence d'une orientation générale et de revendications cohérentes elles s'exposeraient non seulement à la répression, mais

donneraient une plus grande marge de manœuvre au patronat. Ce serait faire un pas en arrière, si les luttes revendicatives devaient s'adapter à l'organisation du travail capitaliste et à ses classifications en catégories de salaires.

C'est pourquoi il est indispensable que nous agissions en faveur d'une ligne syndicale et d'une perspective revendicative claire (intégrant en particulier le problème des primes de production et celui de la lutte contre la fiscalité). Elle est une des conditions nécessaires à la relance des délégués et comités ouvriers en difficultés, même à la Fiat-Mirafiori.

Vers la création de comités de délégués intersyndicaux

La bataille engagée pour l'élection libre et unitaire des délégués recon-

nus par les conventions collectives, a effectivement été perdue par suite des résistances bureaucratiques de la FIM, de l'UILM et de la SIDA (2). La fracture qui s'est produite au sommet peut se reproduire dans les comités et les transformer d'organismes de masse qu'ils étaient, en simple représentation des sections syndicales incapable de diriger le mouvement. Par ailleurs les divisions que cela entraîne à la base peuvent réduire l'unité à une unité opportuniste au sommet.

Pourtant il ne faut pas voir la situation trop en noir. Il y a déjà eu des phases d'institutionnalisation des délégués qui ont été dépassées par la croissance du mouvement. Les délégués officiels sont devenus en grande partie des délégués contrôlés par la base et intégrés à un corps organisé en dehors des règles admises par le patronat. Il nous faut aussi tenir compte du fait que l'expérience des comités d'établissement a de fortes chances de se généraliser à la prochaine vague de luttes en tenant compte du fait que les organisations syndicales l'assument en principe. La coordination interentreprises des comités d'établissement peut aboutir en réalité à la construction d'une direction collective et unitaire qui rende impossible toute institutionnalisation.

La lutte des ouvriers du textile en particulier est riche de possibilités pour la croissance du mouvement des délégués. Le caractère extrêmement fragmenté de la production dans ce secteur peut rendre utile et indispensable la création de comités de délégués interentreprises, ce qui serait un premier pas vers la construction de structures de coordination et de socialisation. Mais, bien entendu, coordination et socialisation ne peuvent être obtenus par le seul intermédiaire du syndicat qui doit conclure des accords ou par la seule croissance spontanée du mouvement de masse. En effet, la mise au point d'une ligne syndicale cohérente qui puisse appuyer sur le plan revendicatif le développement des organismes de contre-pouvoir, l'établissement de rapports permanents entre le mouvement et les organismes de base, sont des problèmes qu'on ne peut résoudre qu'à partir d'une vision politique, claire et générale. Dans la mesure où notre travail sort définitivement du stade expérimental et tend à relier tensions sociales et mouvements de lutte, c'est-à-dire tend à se faire direction politique, une coordination politique de parti selon un dessein stratégique devient de plus en plus nécessaire. □

(2) Fédérations chrétiennes, social-démocrates et pro-patronales de la métallurgie.

Tchécoslovaquie

Le grand sommeil

De notre envoyée spéciale Michèle Vannesse

A l'aéroport de Prague, je connais la première surprise : on ne me fouille pas, le policier de service plaisante. Je repartirai de la même manière, sans problème policier.

On m'avait dit aussi que la police secrète pouvait me filer. Peut-être l'a-t-elle fait ? Mais en ce cas, j'aurais été fouillée lors du retour.

Autre apparence de liberté : j'ai

passé plusieurs nuits à Jarov et Podoli (des résidences universitaires de Prague) sans contrôle d'aucune sorte, alors que ma présence était connue de nombreux étudiants.

Il y a beaucoup moins de policiers dans les rues de Prague que dans les rues de Paris. J'assiste le jour de mon arrivée à l'interpellation de jeunes garçons, sur la place Saint-Venceslas, mais on me dit par la suite que ceci est très rare.

En fait, tout est moins grave et plus grave que ce que j'avais cru.

De quoi va parler la Tchécoslovaquie ?

L'effondrement économique continue. En peu de mois, les prix ont augmenté, du simple au double pour certaines denrées. Les transports sont passés de 0,60 couronne à une couronne et, un tarif de nuit de trois couronnes a été instauré. On trouve des fruits et des légumes, mais les oranges coûtent 16 kcs le kilo (le salaire moyen est de 1600 kcs). Des produits nécessaires pour un pays aux hivers rudes, tels que les bottes, sont hors de prix : de bonnes bottes qui ne céderont pas après deux semaines de neige coûtent 800 kcs — une institutrice gagne environ 900 kcs par mois.

Certains produits sont introuvables, c'est le cas du fil à coudre noir, et des slips de femmes. Ce dernier article

est devenu si rare que tous les journaux en parlent comme d'un problème national.

Les difficultés énergétiques ont toujours été grandes. Elles semblent croître. Pendant plus d'un mois, le jeudi et le dimanche soir l'électricité était coupée dans certains quartiers de Prague. Cette mesure provoquait beaucoup de mécontentement car le dimanche soir la télévision diffuse un feuilleton, « La Famille Forsyt », tiré du roman de l'Anglais Galsworth.

Ce feuilleton recueille une telle audience qu'au moment de sa diffusion, le trafic diminue dans les rues de Prague.

Dans deux semaines il sera terminé et l'on se demande de quoi va parler la Tchécoslovaquie. Car on a recommencé à se méfier de toute conversation politique.

Une jeune employée raconte : « Je n'ose plus parler, dans mon propre bureau, je me dis que peut-être celui que je connais a changé d'avis depuis 1968. Chez moi quand je proteste trop violemment en écoutant la radio, mes parents me font taire car la voisine est la fille d'un fonctionnaire ». Je m'étonne, bien sûr j'ai rencontré un nombre restreint de personnes, mais partout, et même dans les tavernes, dans les lieux publics des gens ont parlé de la cherté de la vie, des « occupants ». Il est vrai qu'ils ne disaient rien du gouvernement, ni de Dubcek.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE : LA TCHÉCOSLOVAQUIE

- Les origines du Printemps de Prague
- Erreurs et avancées
 - Qu'est-ce que le « socialisme à visage humain »
 - Les conseils ouvriers
- La lutte de classe en régime socialiste existe-t-elle ?

Départ en car de Paris le 6 mars à 20 heures
Retour à Paris le 9 mars à 6 heures 30.

Hébergement, nourriture, transport : 110 F.

Sans le transport (pour ceux qui s'y rendent par leurs propres moyens) du samedi matin 7 mars au dimanche soir 8 mars : 40 F.

22-28 mars : L'impérialisme en Amérique latine et les luttes révolutionnaires.

29 mars-4 avril : Les luttes de libération nationale en Asie du Sud-Est.

Ski et formation à SUP DEVOLUY (Hautes-Alpes)
DECOUVERTE ET CULTURE

Paris : 94, rue Notre-Dame-des-Champs (6^e). Tél. 325.00.09:

Lyon : Tél. 29.57.64.

Marseille : 37, rue Longue-des-Capucins (1^{er}).

Nourrir une pensée qu'on éteint

La répression est subtile. Le renouveau des intellectuels. Plusieurs d'entre eux sont maintenant sans emploi : plusieurs Instituts ont été fermés et sont reconstitués avec un autre titre et un nouveau recrutement, ce qui permet d'évincer les indésirables. Un historien prépare un livre sur la Commune, il ne faut plus parler du vingtième siècle, mais cela fait déjà quinze jours qu'il n'y a plus touché : il n'a plus envie de travailler. D'ailleurs il doit trouver un travail qui le nourrisse, sans doute l'usine.

De même un philosophe qui préparait une anthologie de l'œuvre de Wilhelm Reich, dit : « Ce n'est plus la peine, ils voient le nom et sans même regarder le contenu, ils interdisent ».

L'un me dit avoir été condamné à la radio en des termes si bêtes qu'il en a rit. Et pourtant il n'est pas inquiet : seulement, depuis deux mois, il ne reçoit plus les revues étrangères.

Lors de la dernière session du comité central du parti communiste tchécoslovaque, les staliniens ont réclamé que des poursuites soient entamées contre les intellectuels. On a su que Husak a protesté que ceci ne se réaliserait pas tant que son gouvernement serait en place.

Le cas de l'écrivain, Antonin Liehm, qui a choisi de vivre à Paris, est évoqué : on le condamne. Mais une jeune ouvrière me dit qu'il faut qu'un intellectuel soit fou pour rester en Tchécoslovaquie.

Pour le moment la lutte est de survivre intellectuellement : on traduit par exemple une interview de Sartre. On

cherche tout ce qui pourra nourrir un peu une pensée qu'on éteint, car il n'est plus possible d'écrire et il n'est plus possible de lire autre chose que des documents « orthodoxes ».

Le « Misanthrope » de Molière a été interdit parce que le mot « deux mille » était prononcé, le public pensait au manifeste des deux mille mots et applaudissait. Une pièce de Tyl est interdite car on y parlait de la Turquie — où Dubcek a été nommé ambassadeur — et la salle riait. Ce qui crée même une simple complicité contraire au gouvernement est donc interdit.

Nous parlons des arrestations récentes. Ils ont peu d'informations, jugent que ces jeunes étaient trop romantiques et surtout ignoraient les règles de la clandestinité.

Les études n'ont plus d'importance

A la résidence universitaire de Jarov, personne n'a entendu parler des arrestations. C'est la période des examens et l'on n'a pas d'autres préoccupations.

A Podoli enfin, je rencontre des étudiants de l'ex-école des sciences politiques (dissoute). Ils sont un peu mieux informés : les étudiants arrêtés ont été présentés comme des sociaux-démocrates par le gouvernement ; selon eux, c'est encore un prétexte pour tromper les masses, même s'ils pensent que le temps n'était pas encore venu de constituer un nouveau parti.

La reprise des cartes du parti communiste a commencé. Elle se fait sur la base de la situation d'après août 1968, c'est-à-dire sur la reconnaissance de la nécessité de l'intervention des troupes alliées et du gouverne-

ment actuel. On en est aux secrétaires de section. Un ancien responsable de l'ex-association des étudiants de Bohême-Moravie (dissoute) me dit qu'il ne la reprendra pas. Malgré cela ses camarades lui tiennent rigueur de demeurer communiste, même s'il n'est plus membre du parti. Certains affirment que le parti communiste domine uniquement par la police et l'armée.

Alors que nous sommes brinquebâlés dans un car qui emmène les gens à l'usine, au petit matin, un étudiant en philosophie me dit « Tu vois les cars que tu auras quand ton parti sera au pouvoir ». Quelques heures après, il part complètement ivre passer un examen, de la même manière que la veille, une étudiante en économie a refusé de passer le sien « parce que son professeur était trop bête ». Ils étaient étudiants de l'ex-école des sciences politiques et ont dû se reconverter, alors les études et les examens n'ont plus d'importance. Ils ont appris dans les livres ce qu'est le marxisme et ne le reconnaissent pas dans leur pays.

Avec l'un d'eux, je discute de l'Afrique, il me dit : « Tu es une impérialiste alors tu as connu l'Afrique, moi je ne peux pas y aller car je suis socialiste ».

Vas voir si Goya...

La Tchécoslovaquie est un pays où l'émigration a toujours été importante. Depuis août 1968, elle a augmenté et le gouvernement a maintenant interdit de quitter le territoire tchécoslovaque pour des raisons autres que professionnelles. Il est encore possible d'aller dans certains pays socialistes.

Les peintres que j'ai rencontrés pen-

saient avec désarroi que peut-être pendant dix ans ils ne pourraient plus rien voir d'autre, plus connaître d'autres villes, d'autres toiles et d'autres paysages que ceux qu'ils ont, immédiatement présents.

J'ai été chargée d'une mission : aller voir si un tableau de Goya était toujours au Louvre, aller voir une exposition de Sima et parler des rues de Paris quand le printemps arrivera.

« Si j'habitais en France, je crois que je serais de gauche, je crois que je lutterais contre le capitalisme, mais il y a des moments où je me demande comment je vais faire pour continuer à vivre. Aujourd'hui encore je peux peindre ce que je veux, mais je doute que cela dure. En 1950, on m'accusait d'être un mauvais communiste. Et l'on recommence à m'accuser d'être un mauvais communiste ».

La bêtise et la volonté d'asservissement sont destructrices : la censure, l'interdiction de produire atteignent plus profondément les individus qu'une répression brutale. Et ce qui est grave, c'est que le socialisme du même coup s'éteint.

Le 25 février aura lieu le vingt-deuxième anniversaire du socialisme en Tchécoslovaquie. Ce sera l'anniversaire d'une minorité qui ôte à la majorité du peuple tchécoslovaque les éléments qui peuvent le faire progresser. Sans doute la Tchécoslovaquie se relèvera du marasme économique dans lequel elle est plongée, mais un mieux-être matériel ne pourra suffire. Il faudra de très longs mois, des années, avant que les masses tchécoslovaques, aussi bien les intellectuels, les artistes que les ouvriers, réapprennent la force et le courage de lutter pour le socialisme. □

Moyen-Orient

Une hystérie calculée

Henry Rosengart

Ainsi, une fois encore, l'énorme machine de propagande s'est mise en branle. Depuis juin 67, on n'avait pas assisté à pareille fête.

Au moment où cet article est rédigé, la police suisse n'a pas encore déterminé si la catastrophe aérienne qui fit 47 morts était due ou non, comme celle de Francfort, à un acte criminel. Il est possible, et même probable, qu'il s'agit d'un sabotage. Mais tant que les autorités helvétiques ne l'ont pas certifié, la plus grande prudence devrait s'imposer... A plus forte raison devrait-elle imposer de ne formuler aucune accusation contre l'auteur non identifié d'un attentat non démontré !

Or, non seulement on tient une présomption pour une certitude, mais on tient l'assassin ! La « Tribune de Genève » de lundi aura beau remarquer : « Quant à savoir s'il y a eu réellement une explosion, les experts ne sont pas parvenus si loin dans leurs investigations et l'on est encore moins certain que cette explosion ait été le fait d'un attentat. » Rien n'y fera ! Avant même qu'aucune preuve soit fournie, on condamne !...

Deux poids, deux mesures

Toute la presse bourgeoise, qui avait si bien « encaissé » les soixante-neuf civils égyptiens tués lors du

bombardement du 27 septembre 1967, les quarante-trois civils égyptiens tués au cours de celui du 8 juillet 1968, et les soixante-dix civils égyptiens tués lors du récent bombardement des usines d'Abou-Zaabal, sans compter les Sakiet jordaniens, toute cette presse n'a pas eu de mots assez forts, lundi, pour « s'indigner » sans preuve. De « Combat » qui écrit qu'« il faut admettre désormais que les organisations palestiniennes ont ouvert un front en Europe, comme elles peuvent, demain, l'ouvrir en Amérique » au « Figaro » qui assure que les « quarante-sept innocents (...) payent de leur vie la volonté d'extrémistes qui, faute de pouvoir atteindre Israël chez lui, préfère, sans prendre de risque sérieux, opérer hors des frontières de l'Etat juif », du « Monde » qui met l'accent sur le « grave préjudice à la cause que les terroristes prétendent défendre », à l'« Aurore » dont les opinions sont trop connues pour qu'une citation soit nécessaire, tout le monde est d'accord : haro sur la résistance palestinienne !

Tout le monde... ou presque. C'est ainsi que « le Monde » titre en page 4 (lundi) : « Les autorités helvétiques observent une grande prudence sur les causes de l'accident du Coronado. » Quant au « Figaro », il veut bien remarquer que « l'hypothèse d'un attentat n'est, certes, pas officiellement

confirmée par la commission d'enquête » et constater que « tous les bagages du Coronado avaient été contrôlés aux rayons X »...

La campagne fera long feu

De toute façon, la roue est lancée. Le commandement unifié palestinien aura beau « réprover avec force cet acte criminel » et mettre en garde l'opinion publique contre les « nouvelles répandues » par la « propagande sioniste qui vise à détourner (son) attention (...) du raid israélien criminel contre Abou-Zaabal ». Rien n'y fera : se précipitant sur une dépêche d'agences, rapidement démentie pourtant, selon laquelle un groupuscule palestinien sans importance (qui n'a aucun rapport avec le F.P.L.P.) aurait « revendiqué les deux attentats », on mettra sans hésitation l'ensemble de la résistance palestinienne en cause. « Le Figaro » aura beau remarquer que « le drame ne pouvait se produire à un moment plus inopportun pour les organisations palestiniennes » — qu'importe ? L'essentiel est de stigmatiser la résistance palestinienne par le procédé bien connu de l'amalgame (Coronado = Palestine) qu'on imposera aux esprits, brutalement ou par rapprochement subtils de titres, selon les traditions du journal. L'essentiel

est d'emboîter le pas à la propagande sioniste en tenant les réactions passionnelles de l'Israélien moyen pour autant de « preuves », et en accordant une large place à la nouvelle thèse de Mme Meir : les Palestiniens sont les ennemis, non seulement d'Israël mais de tout le monde civilisé ! L'essentiel est d'imposer une fois de plus la comparaison colonialiste classique : résistance populaire = banditisme ; et de faire oublier Abou-Zaabal. Les responsables sionistes peuvent se permettre de lancer une bombe à retardement sur une population civile : quoi de plus normal ? Mais qu'un irresponsable place une bombe à retardement dans une soute à bagages, et c'est tout un peuple qui est mis au ban du monde « civilisé », au travers des dirigeants de sa résistance ! Non seulement tout un peuple, mais tout un monde : les autorités helvétiques ne viennent-elles pas d'établir une véritable discrimination raciale à l'encontre des ressortissants de tous les Etats arabes ?

Quels que soient les auteurs de l'attentat supposé, la propagande sioniste vient donc de marquer un point. Mais nous ne sommes plus en mai-juin 67 : la résistance palestinienne a désormais les épaules solides. Il n'est donc pas hasardeux d'affirmer que cette nouvelle campagne hystérique fera long feu. □

Promouvoir la révolution

Michèle Descolonges

« Nous qui vivons à l'intérieur de ces pays du premier monde, nous avons des responsabilités particulières : promouvoir la révolution. » Eldridge Cleaver n'avait pas pu, pour des raisons de sécurité, être présent au meeting anti-impérialiste organisé le 21 février à la Mutualité, par l'U.N.E.F., auquel plusieurs organisations, dont le P.S.U., s'étaient associées. Mais Conny Mathews, rédactrice des Black Panthers, avait apporté un message enregistré et son salut.

« La guerre est la seule réponse à la situation présente », et c'est de cela que tous les orateurs ont parlé, devant cinq mille personnes enthousiastes.

Un camarade de l'Union générale des travailleurs réunionnais en France a dénoncé la manière dont

l'Etat français régent l'immigration. Tandis que Jacques Vergès parlait des officines de traites de Noirs dans le 14^e arrondissement, et que le délégué de l'African National Congress (Afrique du Sud) rappelait que la France est un des principaux pourvoyeurs d'armes de l'Afrique du Sud, il insista sur la responsabilité du peuple français de savoir ce que deviennent ces armes qu'il fabrique.

Le représentant du M.P.L.A. (Angola) a expliqué le travail et les victoires de l'armée populaire.

C'est Manuel Bridier qui parla de l'armée ennemie qu'est l'armée française, expliqua que nous en sommes à un nouveau partage du monde et que le bout d'os de l'impérialisme français est l'Afrique.

Enfin un camarade du foyer des travailleurs immigrés d'Ivry, puis Abraham Behar dénoncèrent l'exploitation dont sont victimes ces travailleurs, appelèrent à l'union des travailleurs immigrés et fran-

çais. Abraham Behar insista, avec force, tout comme l'avait fait Manuel Bridier, sur la nécessité pour des révolutionnaires français de s'organiser. □

U.S.A.

Terry Klug est acquitté

Philippe Guyot

Le journal des soldats américains résistant à la guerre, A.C.T., (édition française), publie dans son numéro de février un article consacré au soldat Terry Klug emprisonné aux U.S.A., à Fort Dix, pour désertion.

Terry Klug passait récemment devant le tribunal militaire sous l'accusation d'émeute à l'intérieur de la prison, émeute à laquelle 150 soldats prisonniers avaient participé, pour la défense de leurs droits et de leurs conditions de détention. Quelques jours avant la réunion du tribunal, une manifestation de 10.000 personnes à quelques centaines de mètres de Fort Dix avait montré l'ampleur du mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam et de solidarité avec les soldats emprisonnés.

Pendant la session du tribunal, la plus grande partie de l'accusation, qui faisait de Terry Klug le meneur de la rébellion, s'est écroulée.

Les faux témoins se sont récusés, et les membres du jury ont été indignés par les méthodes utilisées par les autorités militaires.

Le syndicat des soldats américains était prêt à déclencher un grand mouvement de protestation au cas où Terry Klug aurait été condamné. Il a été acquitté. Voilà un encouragement pour les antimilitaristes du monde entier : dans la lutte contre la répression militaire nos camarades américains nous montrent l'exemple. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

LIBRAIRIE « TRIBUNE SOCIALISTE »

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 à 13 h.

EDITIONS DU SEUIL

- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES François Fejto
Deux volumes Tome I 30,00
Tome II 36,00
- POUR LA LIBERATION DU BRESIL, Carlos Marighela 12,00
- LE CONGRES CLANDESTIN 25,00
- LA FILIERE, Periclès Koravessis 12,00

EDITIONS OUVRIERES

- INITIATION A LA VIE DES ENTREPRISES, L. Scherrer 22,00
- VILLES ET CITOYENS, L. Chenot et R. Beaunez 16,00
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- LES MECANISMES DU SOUS-DEVELOPPEMENT 21,30

EDITIONS SOCIALES

- MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, A. Pelletier et J.-J. Goblot 10,00
- CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHA ET D'ERFURT, Marx, Engels 3,50

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier 4,00



LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65

Pour des moyens de transport au service des travailleurs

Jean-Yves Romo

Sous d'immenses banderoles où étaient inscrits : « Pour une politique des transports en commun au service des travailleurs », « Pour des transports décents, formons partout des comités d'usagers », quatre mille personnes ont scandé : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », à la fin du meeting L.O.-P.S.U. de vendredi dernier. A la sortie, le gouvernement avait fait masser des dizaines de cars de flics. Mais si l'Etat ne sait répondre que par la répression, les contradictions et le scandale de la politique des transports ont été mis en évidence. Quatre camarades du P.S.U. : Mousel, Bucas (responsable du groupe P.S.U. de la R.A.T.P.), Léon (responsable des sections P.S.U. de la S.N.C.F.) et Béhar et trois camarades de « Lutte Ouvrière » ont dénoncé l'incurie des transports en commun, la mainmise des capitaux privés sur la S.N.C.F. et la R.A.T.P. avant de présenter un bilan des actions communes menées depuis un mois contre le scandale des conditions de transport.

L'Etat ne nous transporte pas, il nous roule !

Ce thème a été celui de la campagne. A partir de la dénonciation de l'augmentation des prix de transports, les orateurs se sont efforcés de donner des exemples

précis de la dégradation des transports en commun. Un camarade de « L. O. » a cité la diminution de la longueur des banquettes de métro, la diminution des normes de contenance des bus, la suppression des lignes. Léon expliqua que si un mouton des Landes a le droit sur le règlement S.N.C.F. à 0,23 m² de plancher, un usager de la banlieue à 6 heures du soir est loin du compte. Ces deux exemples sont significatifs. Les travailleurs, refoulés hors de Paris à cause de la spéculation sur le prix des loyers, doivent habiter en grande banlieue des logements-cage à poules, faire des distances de plus en plus grandes, entassés comme des sardines. La sécurité sur certaines lignes de banlieue n'est pas assurée. La responsabilité de ces faits incombe à l'Etat capitaliste. Par le démantèlement des entreprises nationalisées, un transfert des tâches s'effectue vers le secteur privé. Les investissements nécessaires à des conditions de transport correctes ne sont pas assurées, car le ressort de tout transport privé, c'est le profit. Le déficit de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. a été savamment monté par l'Etat. Cela justifie pour Chaban-Delmas ou Chalandon la notion de rentabilisation. Face à cette mystification gouvernementale, la campagne P.S.U.-L.O. a eu un écho très important. Tous les messages lus à la tribune et émanant de multiples sections syndicales té-

moignaient la colère des travailleurs contre des transports iniques et leur solidarité avec la lutte entreprise.

L'Etat entasse, sa police ramasse

Les actions menées dans l'unité par « Lutte Ouvrière » et le P.S.U. ont montré à l'opinion une des contradictions du capitalisme : la réalisation de super-profits par une croissance économique désordonnée entraîne aussi des besoins auxquels le capitalisme et son instrument, l'Etat, ne peuvent plus répondre. Les transports en commun est le cas type de ce genre de besoin. Par contre l'Etat a répondu à ceux qui luttent par la répression. La traduction en tribunal de militants qui faisaient la campagne (vente de journaux, distribution de tracts, collage dans le métro et les trains, prise de parole) a été citée par les orateurs et huée par la salle. La dénonciation de l'arrestation des camarades marxistes-léninistes fut faite par la même occasion. Que l'Etat ne trouve que cette arme et quelques vagues promesses (comme Chaban-Delmas à la télévision, le lundi précédent) montre que la revendication « Gratuité des transports » doit continuer d'être mise en avant. La prochaine augmentation ne devra pas passer inaperçue. Bien que

les syndicats n'aient que tardivement compris l'intérêt de la campagne P.S.U.-L.O. et n'aient pas



Elie Kagen

favorisé la jonction des intérêts communs des travailleurs et des usagers dans la lutte contre l'Etat, le meeting se termina par un communiqué souhaitant des actions encore plus vastes contre les conditions de vie scandaleuses engendrées par le capitalisme. L'unité totale sur les objectifs et dans l'action a démontré que cela est possible. □

Réunions

● Un stage national du P.S.U. sur les problèmes de l'animation culturelle se tiendra les 21 et 22 mars à Paris. Pour tout renseignement et inscription, s'adresser à la Commission Culturelle, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

● Les 23, 24 et 25 mars se déroulera à Paris un stage national de formation sur les problèmes de l'enseignement.

S'inscrire auprès de la Commission Enseignement, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

● La Fédération du Rhône du P.S.U. organise un stage de formation ouvert à tous les adhérents et sympathisants du P.S.U. travaillant dans les entreprises « pétrochimiques » de la région Rhône-Alpes, le 7 MARS 1970, à VENISSIEUX (banlieue de Lyon).

Faites-vous inscrire à ce stage : P.S.U. Commission « Luites sociales », 49, montée de la Grande-Côte, Lyon-1^{er}.

● La signification des luttes sociales actuelles, le contrôle ouvrier, les rapports partis-syndicats sont en effet les questions les plus discutées aujourd'hui dans le mouvement ouvrier. Elles feront l'objet d'une réunion-débat organisée par la section de ST-DIZIER. Le mercredi 4 MARS 1970 à 20 h 45, à la salle des fêtes (foyer des vieux, 1^{er} étage, salle n° 5), rue Thiers. Avec le concours d'André Barjonet.

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**

Le jumelage des groupes étudiants et ouvriers dans le parti

L'une des principales leçons tirées de Mai et celle aussi qui a donné naissance aux mythes les plus dangereux, est sans aucun doute la nécessaire jonction entre les étudiants et les travailleurs en lutte. Pour avoir voulu perpétuer un certain nombre de structures (comité de base, comité de liaison Etudiants-Travailleurs) liées à une conjoncture de lutte de classes particulièrement aiguë et en faire le champ clos de rivalités intergroupusculaires, les diverses organisations d'avant-garde à dominante étudiante se sont montrées incapables de

capitaliser et de faire fructifier la prise de conscience révolutionnaire de nombreux travailleurs.

Pour notre part, nous avons toujours pensé que c'est par le canal de l'organisation politique que pouvait se faire une jonction effective de lutte entre étudiants et travailleurs. En outre, dans la perspective du développement prioritaire du parti dans les entreprises, les militants étudiants paraissent les mieux placés du fait de leur disponibilité pour assurer un soutien efficace et régulier aux

groupes d'entreprises embryonnaires ou débutants.

Ce sont ces deux motivations principales qui ont poussé la XII^e Conférence Nationale des Etudiants du P.S.U. à voter un texte préconisant le jumelage systématique de chaque groupe étudiant avec un groupe d'entreprise. Les objectifs de ce jumelage ont été plus largement définis comme permettant en outre de « donner aux étudiants une connaissance de la réalité concrète de l'exploitation capitaliste dans les entreprises... de leurs donner de nou-

velles méthodes de travail, pour leur faire acquérir le sens de la discipline dans le travail militant... De permettre enfin aux étudiants de rattacher les concepts théoriques qu'ils peuvent posséder à la vision sur place de la réalité concrète des rapports de travail et des modes de production. De même ce jumelage doit permettre aux travailleurs d'acquérir ces concepts théoriques indispensables pour leur travail politique, et les rendre capables de théoriser leur pratique et de dégager les mots d'ordre tactiques suivant une situation donnée. »

Le tract, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, a été écrit par la section de Sciences-Po pour être distribué à la porte de l'entreprise C.S.F. (Issy-les-Moulineaux).

Qu'est-ce que le mouvement étudiant ?

Les travailleurs disposent de peu d'informations sur le mouvement étudiant : ce qui filtre à travers les journaux se réduit à la relation de quelques faits divers, montés en épingle, soigneusement coupés de toute explication : aussi les travailleurs sont-ils souvent tentés de ne retenir du mouvement que quelques chahuts retentissants (occupations, bagarres, etc.), qu'ils jugent alors dérisoires, sinon condamnables.

C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire d'informer les travailleurs de la C.S.F. sur les luttes que les étudiants mènent à l'Université, afin de dissiper les malentendus qui pourraient exister.

Le milieu étudiant est plus ou moins hétérogène par son recrutement comme par ses débouchés. Néanmoins, la grande majorité des étudiants est destinée à former les couches salariées qui sont chargées d'encadrer le fonctionnement de l'appareil de production capitaliste (techniciens, ingénieurs, cadres).

A ce titre, leur situation de classe est ambiguë : d'un côté ils devront vendre leur force de travail aux capitalistes, et être dans une situation de subordination, sous la menace des licenciements et de brimades diverses, comme tous les autres travailleurs ; mais d'autre part, ils aideront à l'organisation de l'exploitation des travailleurs, et tireront de leur position des rémunérations plus élevées et divers autres privilèges.

C'est pourquoi une alliance entre la classe ouvrière et les étudiants ne saurait se faire sur la base de la défense de tous les intérêts des étudiants.

Voilà pourquoi l'organisation de masse des étudiants progressistes, l'UNEF, ne se considère pas comme un syndicat : il faut, certes, pour mobiliser les masses étudiantes, partir des problèmes concrets qu'elles ressentent immédiatement (sélection, pas de gratuité effective de l'enseignement, autoritarisme universitaire, parasitisme des mandarins, brimades en tous genres, etc.), mais il faut dépasser ces problèmes et expliquer aux étudiants comment les faits contre lesquels ils se révoltent sont le produit nécessaire du système capitaliste, et que seuls les travailleurs au pouvoir peuvent changer cet état de fait.

De telles luttes ne peuvent être menées dans un cadre syndical : il s'agit de créer une coupure entre les étudiants qui acceptent l'alliance avec la bourgeoisie et ceux qui la refusent.

Création d'un groupe paysan

Guy Caro

Pour démarrer et organiser le travail d'une nouvelle section dans un canton, il a été décidé de commencer par un **groupe paysan**, en raison de l'actualité des luttes exemplaires menées par les cultivateurs depuis un mois.

Une réunion non publique a eu lieu le 17 décembre. Une quarantaine d'invitations ont été envoyées par 2 ou 3 militants. 13 participants à la réunion : 9 cultivateurs, principalement fermiers produisant du lait et du porc et 4 travailleurs paraguayens (actuels ou anciens). Parmi eux quelques militants combattifs C.D.J.A. ou F.D.S.E.A. C'est le tour de table où chacun se présente qui donne ces informations sur la situation de classe de chacun.

Première partie de la réunion :
DISCUSSION où presque tous prennent la parole ou posent des questions.

— La **lutte de classes** existe aussi dans l'agriculture : les gros propriétaires céréaliers et betteraviers du Bassin parisien, du Nord de la France (Blondelle, Deleau, Duguet, de Caffarelli et Debatisse, etc.), qui servent leurs intérêts) sont, comme les banquiers et industriels des trusts capitalistes, et les hauts fonctionnaires à leur service, les ennemis de classe des petits et moyens cultivateurs bretons dont les intérêts ne sont pas les mêmes et sont, au contraire, proches de ceux des ouvriers et des petits commerçants et artisans.

— Comme les ouvriers, les petits et moyens cultivateurs

bretons subissent l'**exploitation capitaliste** de la plus-value : une partie du produit de leur travail fournit les profits capitalistes en amont (fabricants de matériel agricole, d'engrais, d'aliments pour le bétail) et en aval de leur production (trusts alimentaires du lait, de la viande, certains intermédiaires parasites, etc.).

— La **politique agricole du gouvernement français** (restrictions de crédits, plan Vedel) va condamner à plus ou moins brève échéance 5 cultivateurs bretons sur 6 à perdre leur travail pour devenir assistés sociaux, chômeurs ou bien ouvriers non qualifiés. Pourquoi ? Pour développer les profits des monopoles capitalistes installés essentiellement dans la Région parisienne et les régions développées proches des axes économiques du Marché commun.

— Les **notables** de tous poils : dirigeants de la F.N.S.E.A., des Chambres d'agriculture (au niveau national, car au niveau départemental F.D.S.E.A. ça commence à changer, surtout au C.D.J.A.) comme les élus en place cherchent surtout à endormir les cultivateurs : ministres et députés, accompagnés du Préfet, haut fonctionnaire et premier flic du département, font des discours pleins de promesses et de plans pour masquer la vérité qu'ils connaissent. Pourquoi ? Pour essayer d'éviter que grandisse la colère des cultivateurs et de freiner la montée de leurs luttes, la jon-

tion et l'unité de ces luttes avec celles des ouvriers et des étudiants.

— Les idées (l'**idéologie dominante**) qu'ils diffusent dans leurs discours et qu'ils font diffuser par leurs fidèles, voudraient remplacer les C.E.S. Pour s'opposer à la prise de conscience et donc à la lutte des cultivateurs, ils disent par exemple : « De quoi vous plaignez-vous ? Presque tout le monde a sa voiture. Vous vivez mieux que vos grands-pères. » C'est vrai, mais il faut corriger en ajoutant : « Nous sommes plus exploités que nos grands-pères. Vous profitez plus de nous. » Ils disent encore : « L'évolution est inévitable. C'est le progrès. »

— Le **socialisme** que nous voulons construire **par nos luttes** développe lui aussi le progrès technique : mécanisation, ensilage, déshydratation ; mais il change l'utilisation qu'on en fait : au lieu de le faire profiter à une minorité d'exploiteurs, il le met au service de tous les travailleurs.

Deuxième partie de la réunion :
ORGANISATION.

Des militants de 4 communes différentes ont accepté de coordonner le travail d'enquête et de prise de contacts, d'explication et de préparation de l'organisation des luttes des travailleurs. Ont été proposés, selon les possibilités militantes :

• Un **travail d'enquête** : à la fois pour prendre des contacts avec de futurs militants, cultivateurs, ouvriers, artisans et

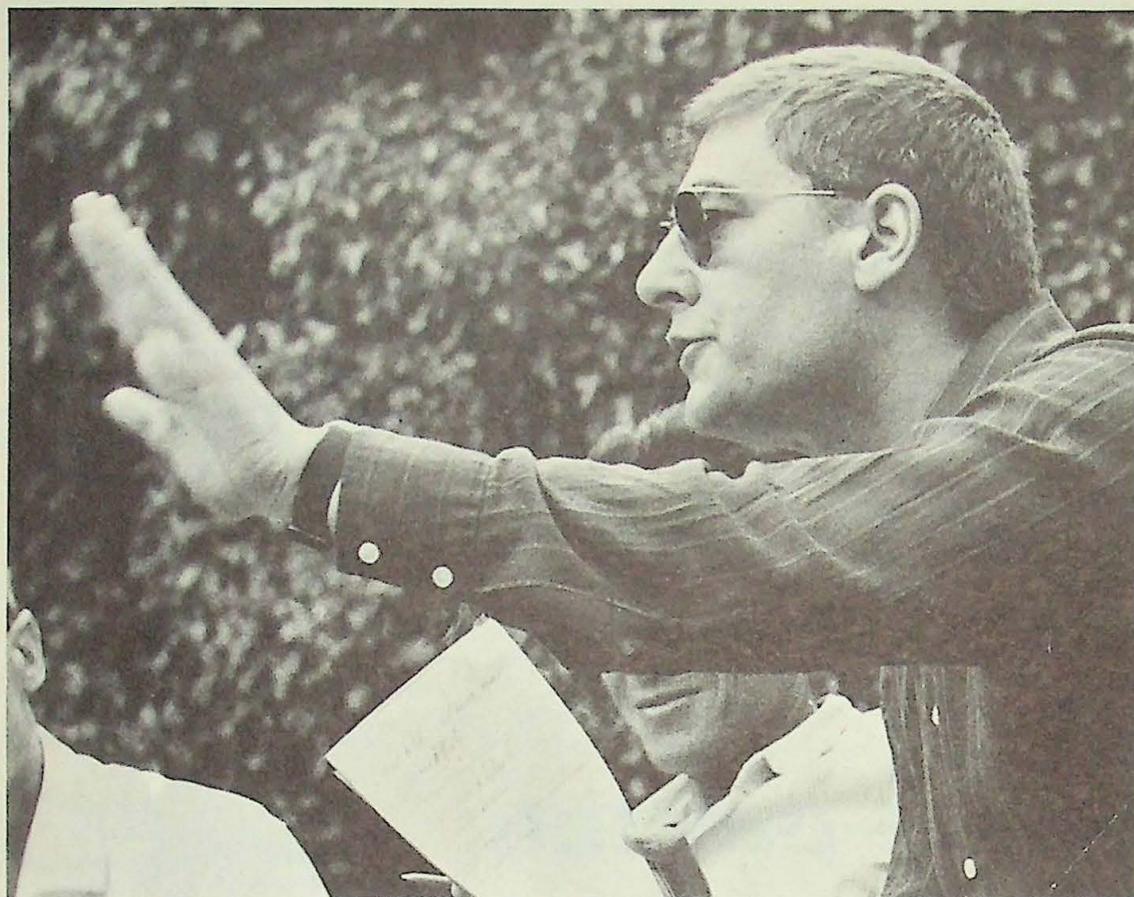
commerçants, instituteurs. Sur-tout des jeunes qui sont les plus combattifs. Et aussi pour recueillir des informations à noter : nombre d'ouvriers, d'employés, de salariés agricoles. Structures foncières : surfaces, fermiers (qui possède le fermes ?) fermes vendues et à vendre (qui vend ? Qui achète ? Combien ?) Combien et qui sont menacés par le plan Vedel ? Militants syndicaux C.D.J.A. F.D.S.E.A., M.O.D.E.F. ?

• Rédaction collective d'un article pour « **Combat Socialiste** » (organe de la Fédération P.S.U.).

• Diffusion du « **Combat** » en faisant savoir qu'un groupe P.S.U. s'organise, découvrir de nouveaux militants, à inviter à la prochaine réunion et à faire travailler.

• Se former : par exemple en discutant les 2 numéros de « **Frères du Monde** » sur l'agriculture, en diffusant « **Vent d'Ouest** », mensuel du Centre régional des jeunes agriculteurs de l'Ouest. En attendant, si possible, que quelques-uns suivent un stage de 2 jours de formation politique (10 h à 17 h pour les cultivateurs).

• D'autres idées de travail et de luttes (exemple les jeunes du C.D.J.A. forçant par leurs questions et interventions M.M. Dienesch à se mettre en flagrant délit public de mensonges) viendront, si chacun s'y met : le changement de cette vieille société pourrie en société nouvelle en vaut la peine.



D.R.

Un très grand Planchon

Dominique Nores

Que la presse de droite se déchaine contre la nouvelle pièce de Roger Planchon (1) n'est ni surprenant, ni très important en soi. Planchon a conquis une réputation mondiale sans ceux des critiques parisiens qu'on appelle des grands critiques, disait Jules Renard, parce qu'ils écrivent dans de grands journaux. Plus tard, quand Planchon, qui travaillait depuis dix ans, a consenti à montrer à Paris le résultat de son travail, la grande presse ne l'a pas ménagé. Metteur en scène aussi insolent qu'ingénieur, ne s'est-il pas mêlé très vite d'écrire ? C'est au Tout-Paris qui compte pas mal de gens de plume qu'il osait déclarer avoir adapté lui-même l'Edouard II de Marlowe (glissant dans le vieux drame des perspectives qui étaient les siennes, à lui Planchon) parce qu'aucun des écrits des dramaturges d'aujourd'hui ne lui avait paru pouvoir supporter la confrontation, à Orange où la pièce avait d'abord été jouée, avec l'im m e n s e amphithéâtre de pierre. Quand, à l'Odéon, en 1964, il a essayé d'intéresser ce même Tout-Paris à ce qui s'était passé dans une remise de son Ardèche natale (2), les sarcasmes se déchainèrent. On est à Paris aussi grossier

qu'ailleurs ; peut-être plus. Mais la vulgarité parisienne, celle des beaux esprits, ressemble à celle des grandes dames d'autrefois qui se lavaient peu, mais n'abordaient pas les demeures rustiques sans flacons de sels.

Aujourd'hui, Planchon récidive, et les narines distinguées se pincent : dans cette même Ardèche, il ressuscite l'acte inimaginable du curé d'Uruffe, dont les rubriques des faits divers, il y a plus de treize ans, se sont fait l'écho : l'assassinat, par un prêtre, de sa jeune maîtresse ; la césarienne pratiquée sur le cadavre, la nuit, dans un coin de forêt, à la lumière des feux de position de la voiture, et l'extirpation d'un enfant viable que le prêtre a baptisé avant de le tuer et de le rendre méconnaissable en taillant son visage.

La bataille de l' « Infâme »

La bataille de l'Infâme peut encore être gagnée grâce aux tarifs « collectivités ». Une fois déjà, à la Comédie des Champs Elysées, en 1961, Planchon a pu tenir tête aux dénigrements bourgeois au moyen des abonnements populaires. A l'appel des comités d'entreprise, les travailleurs, ceux en particulier des communes suburbaines, sont venus avenue Montaigne,

C'était l'année de Schweik, de George Dandin, qui ont pu être joués sans déficit grave pour la troupe.

Ce qui a été fait peut se refaire. Mais, plus difficilement cette fois-ci. Au théâtre Montparnasse, la campagne d'abonnements a échoué. Pris dans un système commercial, Planchon n'a pas obtenu de la direction de tarifs assez bas. Il est maintenant certain que les agences — c'est-à-dire la puissance financière qui décide immédiatement du succès des pièces, à partir des critiques de « France-Soir » et du « Figaro » — ne mettront pas en place leur système d'achat et de revente des places chères. Le spectacle ne peut donc plus être sauvé que par l'improvisation très rapide d'un contre-système : groupés par 10, les spectateurs paient 12,50 F au lieu d'environ 30 F. Si des groupes se constituent très vite, et en assez grand nombre, ils tiendront la pièce à bout de bras, assez longtemps pour que le spectateur individuel moyennement argenté qui se déplace lentement, vienne les relayer.

Des vérités à faire entendre

Il n'est pas du tout indifférent, en effet, que la pièce de

Planchon soit entendue ou non. Elle est, à sa manière, en tournant le dos à tout didactisme, une œuvre de combat. « Je ne sais de M. Guy Desnoyers, précise Planchon, que ce que les journaux en ont dit. C'est beaucoup et c'est peu. J'ai donc construit, ou plutôt reconstruit, l'histoire de l'abbé Guy Duverger et de son entourage, empruntant ici et là. Ce qui m'a permis de montrer les réactions des autorités ecclésiastiques, de la police, et de montrer un personnage aux prises avec la folie, se mouvant dans une zone floue, où les couleurs se mélangent, où l'espoir et l'angoisse se précipitent à l'assaut. Un être faible, balloté par les événements, qui cherche, par des raisonnements, des attitudes, à préserver ses « illusions vitales ». Il perd pied, et surnage ainsi jusqu'à la fin. Face à lui, une communauté réagit, prend des positions, découvre et définit une ligne d'action inspirée de l'idéologie dont la communauté se réclame ».

En effet, il ne s'agit pas pour Planchon de donner vie à un individu marqué par le destin et n'ayant pas part à la société dans laquelle il vit.

Au contraire, et c'est là ce qui peut scandaliser : son abbé Duverger est un individu ordinaire, conditionné, sans qu'il s'en doute, par le milieu socialement et politiquement organisé qui est le sien.

Deux institutions-clefs de notre société ont façonné le prêtre assassin : l'enseignement et l'Eglise. L'enseignement (il est évoqué sur le plateau par les voix d'enfants qui, entre les tableaux annoncent les leçons d'histoire et de catéchisme) a fait de lui un être passif. Il n'a eu qu'à se conformer à des modèles établis. Les actes des rois de France et ceux de Jésus (qui a « prouvé qu'il était Dieu en accomplissant les prophéties et en faisant des miracles ») fixés dans les esprits

sous la forme d'une petite litanie chantée, ont plaqué sur cette enfance, pas différente d'une autre, l'autorité indiscutable et lointaine du mémorable, c'est-à-dire de ce par quoi la fraction dominante de la société impose ses valeurs.

La deuxième force, celle qui pèse sur l'abbé, de l'extérieur en imposant sa discipline, et du dedans en affirmant cette coupure entre le corps et l'âme, dichotomie qui commande tout le drame du curé d'Uruffe, c'est l'Eglise, société hiérarchisée s'il en est.

Un autre sujet aurait pu faire apparaître le fonctionnement d'une autre forme de hiérarchie, c'est-à-dire d'une autre façon de gouverner en soumettant à son ordre. Ce qui est intéressant ici, c'est de voir comment la menace qui pesait sur l'ordre, donc sur la hiérarchie tout entière, est non pas écartée, mais récupérée, utilisée pour la confirmation de l'ensemble par ce même système qui sépare l'âme du corps et le prêtre de l'homme, le crime servant à la mise en place d'un nouveau mystère, celui de la prise en charge symbolique de l'infamie du prêtre par la communauté des fidèles.

La voie étroite

« Dire sans discourir ; montrer sans démontrer ; affabuler sans moraliser ; raconter l'Histoire sans s'y enfouir » telles sont, selon Emile Copfermann, les intentions de Planchon créateur.

Ainsi, sa pièce, qui montre l'action de l'Eglise, société dans la société, n'est pas du tout une œuvre antireligieuse. Une des plus belles scènes, au contraire, est l'évocation de cette nuit où chacun des prêtres qui a approché l'abbé Duverger étant ramené à lui-même par le besoin de comprendre personnellement un acte inimaginable. — l'Eglise veille.

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
34.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Mais, pour que le propos de Planchon soit compris, qui est de ne pas enfermer le spectateur dans le spectacle et de lui laisser par rapport à ce qui est montré sa liberté de réflexion, il faut cette finesse de doigté de la mise en scène qui permet à chaque personnage de s'exprimer dans le moment et de garder une complexité, une profondeur vitale, quasi-organique, que la représentation n'entame presque pas.

Je pense en particulier aux deux rôles extrêmement délicats (et tenus de façon remarquable par André Cellier et Helena Manson) de l'inspecteur de police et de la mère. Une nuance de moins, et ils basculeraient dans l'odieux, c'est-à-dire dans le facile. Pris entre leur besoin de juger selon des normes assez étroites et leur inquiétude devant ce qu'ils ne

comprennent pas, ils sont au contraire fascinants. Planchon, pour l'instant n'a jamais laissé publier ses œuvres. On sent son inquiétude devant ce que d'autres metteurs en scène pourraient en faire. Qui saurait tenir l'évêque (Gérard Guillaume) ou le berger (Jean Bouise) dans cette ambiguïté apparemment sans ombre, le prêtre amical (Denis Manuel) et la femme dévouée (Catherine Le Couey) dans cet enthousiasme du cœur sans fadeur ?

Planchon est l'abbé Duverger, que le policier compare à un oignon : sous une enveloppe, une autre. Il a ses moments de clarté et, lorsqu'il se sent en danger, des réactions de bête qui brouille l'eau — lui, crouille le jeu avec des mots.

Cette grande interprétation et la grande œuvre qu'elle sou-

tiennent ont trouvé leur cadre dans un décor d'Hubert Monloup qui n'est pas seulement d'une rare beauté (par le choix des couleurs, des matières) mais d'une efficacité certaine pour l'intelligence de l'œuvre. L'action dramatique est coupée en tableaux. Entre eux, les toiles qui limitent l'espace de jeu se relèvent et découvrent tout le système de poulies, treuils, passerelles, qui permettent la mise en place du décor suivant. Comme celui de Brecht, le théâtre de Planchon est celui de l'action montrée et de l'esprit en éveil. □

(1) L'Infâme. Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaité. Tél. : DAN. 89-90.

(2) La Remise, seconde pièce de Planchon. La seule qui ait été représentée à Paris avant l'Infâme.

ront le plus le lecteur. Gérard Sandoz parle très intelligemment de la renaissance de la social-démocratie après 1945 et du rôle capital joué par son leader, Kurt Schumacher, jusqu'au début des années cinquante. Il nous montre comment la social-démocratie, après avoir repoussé les propositions communistes d'unification en 1946 et garanti un minimum de stabilité politique dans les zones occidentales d'occupation, s'est trouvée réduite à la défensive après la fondation de la République fédérale (de l'Ouest). Il fait comprendre comment d'échecs en échecs sur le plan électoral, elle s'est déterminée à jeter par-dessus bord les derniers oripeaux socialistes en 1959.

L'analyse, toutefois, ne nous paraît pas totalement satisfaisante, ni vraiment complète. Il y manque une analyse de l'évolution de la classe ouvrière allemande que l'auteur aurait pu tenter à partir de toute une série d'enquêtes sociologiques qui démolissent l'idée d'une intégration totale (et pas seulement politique de la classe). Entre autres, il nous semble que cela aurait rendu plus intéressants les passages sur les syndicats, un peu trop descriptifs, malgré leur grande valeur informative. Cela aurait en outre permis d'éclairer les batailles qui ont eu lieu à l'inté-

rieur des syndicats sur le problème de la formation des apprentis, sur le rôle des délégués syndicaux dans les entreprises et annoncent d'une certaine façon les grèves « sauvages » de septembre 1969.

Les chapitres sur le communisme présentent les mêmes points forts et les mêmes faiblesses. L'analyse est souvent minutieuse, toujours basée sur une documentation sûre. Mais le pourquoi des choses et les tendances de développement n'apparaissent pas toujours clairement. Ainsi, la crise du K.P.D. à l'ouest n'est pas saisie dans ses années décisives 1947-48, en fonction de ses raisons essentielles (la guerre froide, la répercussion de la crise titiste sur de nombreux cadres du parti, l'abandon de la voie « nationale » au socialisme). De même, on peut constater que la présentation du « socialisme à la prussienne » en R.D.A. souffre de n'être pas accompagnée d'une analyse des contradictions internes du régime de W. Ulbricht tant sur le plan économique que sur le plan social (en particulier les rapports entre la classe ouvrière et le régime après 1953 et après 1961).

Quoi qu'il en soit, le livre de Gérard Sandoz rendra de grands services à tous ceux qui veulent s'initier au mouvement ouvrier allemand d'aujourd'hui. □

R.D.A. année zéro

Bernard Sizaie

En 1950 furent créées en Allemagne de l'Est des « Facultés ouvrières et paysannes » destinées à accueillir des étudiants sélectionnés d'origine populaire. Ceux-ci devaient devenir, après une formation accélérée, les cadres du nouveau régime.

Tout en décrivant les débuts de cette expérience, le roman d'Hermann Kant (1) montre une Allemagne mal connue. Meurtrie pleine de veuves et d'orphelins avec ses jeunes communistes qui passèrent par les camps polonais après avoir combattu à dix-sept ans sur le front de l'Est, la R.D.A. à sa création, s'affirmait moins communiste qu'antifasciste (par opposition aux « Revanchards » de l'Ouest) pour rassurer une petite bourgeoisie à laquelle il était difficile de ne pas tolérer un certain antisoviétisme. Il fallait à la fois ne pas l'effrayer et gagner le temps de contrôler tous les leviers de commande pour démontrer aux adversaires éventuels que la prise de pouvoir des forces nouvelles était irréversible.

Dans ce livre, partiellement autobiographique, Kant brosse

une étonnante galerie de portraits : communistes dogmatiques, méfiants, figés ; staliens zélés dont l'attitude inquisitoriale contraignait des jeunes gens désemparés à se réfugier à l'Ouest. Mais aussi militants dévoués et chaleureux, possédant à la fois l'expérience des hommes, des luttes et de la vie. Parmi eux, Haiduck, secrétaire local du parti, ancien combattant des brigades internationales qui réagit avec un beau sang-froid aux insinuations des chasseurs de sorcières avant d'être disgracié. Et surtout Jakob Filter, ancien forestier, diplômé des Eaux et Forêts qui ne veut pas que ses vieux camarades confondent le nouvel Etat avec les anciens patrons. Chaque fois qu'il le peut, il s'échappe des bureaux pour aller enrichir ses théories au contact des copains demeurés dans la forêt.

Mais il y a aussi les questions que se pose l'auteur : les rapports entre la raison d'Etat et le bonheur individuel pour un jeune militant ; la défection de tel communiste enthousias-

te, soudain enfin à l'Ouest pour devenir gargon sur le port d'Hambourg. Que fallait-il faire ? Qui est responsable ? Qu'avait-il à nous reprocher ? Ce régime n'est-il pas parfois une façade sous laquelle les appétits et les passions d'antan continuent à grouiller ?

Si Kant ne trouve pas toujours de réponse, il continue à s'interroger et à questionner les autres sans perdre de vue son travail de journaliste et sa tâche de militant. C'est peut-être surtout cette volonté de poursuivre honnêtement sa route en gardant les yeux ouverts qui rend ce livre précieux.

Sans doute l'expérience de l'Allemagne de l'Est est-elle loin de nous satisfaire, mais la lecture de « L'Amphithéâtre » nous permettra de la juger avec plus d'objectivité et de sympathie. Des communistes tels qu'Hermann Kant, méritent notre salut fraternel. □

(1) Hermann Kant. « L'Amphithéâtre ». Gallimard (24 F).

De Karl Marx à Willy Brandt

Pierre Gautier

Gérard Sandoz a réussi une gageure, celle de présenter, en deux cent cinquante pages alertes et agréables à lire, l'histoire du mouvement ouvrier allemand, ainsi que sa situation présente à l'est et à l'ouest. Ce tour de force suppose naturellement une connaissance approfondie du sujet, mais aussi un intérêt et une sympathie réels pour cette gauche dédaignée et méprisée en France. Gérard Sandoz a su éviter effectivement le travers de ceux qui se laissent aveugler par les préjugés chauvins.

La partie historique décrit très bien la création et la croissance de la social-démocratie sous l'empire de Bismarck et

de Guillaume II. Elle indique clairement les raisons qui expliquent l'incapacité de ce parti à ébranler l'ordre établi puis la tendance à s'en faire le rempart lors de la révolution de 1918. Sur la période de la république de Weimar, l'auteur dit ce qu'il fallait dire, de même que sur la politique folle suivie par le parti communiste allemand avant l'arrivée au pouvoir du nazisme. On regrettera toutefois qu'il n'ait pas analysé de la même façon la politique tout aussi condamnable de la social-démocratie qui se paraît alors des couleurs d'un pseudo-réalisme.

Les chapitres consacrés à la période contemporaine seront sans doute ceux qui intéresse-

Ouvert de 9 h à 19 h
Samedi de 9 h à 13 h

54, boul. Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 58.26.65

librairie tribune socialiste

QUE FAIRE

Cahiers du Centre d'Etudes et d'Initiative révolutionnaire.

N° 1 - février 1970 : Alain Badiou - Abraham Behar - Manuel Bridier - Serge Depaquit - André Granou - Abu Hassan - Marc Heurgon - Rossana Rossanda - Emmanuel Terray - Jean-Marie Vincent.

Rédaction-Administration : 71, rue Dubourg, Paris-17^e.

● Le numéro : 5 F

● Abonnements :

1 an (6 numéros) : 28 F

de soutien : à partir de 50 F

Diffusé par Editions Syros.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

LE PETIT GARÇON

V.O.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Les langues vivantes ne sont pas à vendre

André Biélany

Le chroniqueur universitaire d'un quotidien, M. Girod de l'Ain, croit pouvoir écrire : « Nullement affecté par les grèves ou les manifestations qui se déploient dans les facultés ou les lycées, il (M. Olivier Guichard) paraît mi-effaré, mi-amusé par ce « micro-climat » si particulier de l'Education nationale où toute déclaration, tout projet provoque des tempêtes, des protestations indignées, des motions et des contre-motions » (1). Il s'agit, bien entendu, de la querelle des langues vivantes, une mauvaise querelle aux dires de certains, une mince affaire. C'est que le métier de ministre devient ingrat quand la hargne et la grogne des syndicats, des associations, des groupuscules, des journalistes, des spécialistes de tout crin prétendent vous empêcher de réformer en rond. Heureusement, la bonne presse est là pour limiter les dégâts et laisser les universitaires et marginaux se disputer entre eux. Le bon peuple a d'autres soucis !

Pourtant, ce n'est pas l'amour de la polémique qui nous ramène à l'affaire des langues vivantes (voir « T.S. », n° 441). Il nous plaît de penser qu'elle intéresse l'ensemble de nos lecteurs. Qu'on en juge :

Une circulaire datée du 17 novembre et signée d'Olivier Guichard a explosé en janvier comme une petite bombe à retardement. Cette circulaire contenait un projet d'arrêté (implicitement confirmé depuis) selon lequel les élèves du secondaire auraient le choix, en quatrième, entre une seconde langue vivante et l'étude « renforcée » de la première langue. Autrement dit, la seconde langue sera facultative. Beaucoup d'élèves, en effet, préfèrent continuer l'étude de ce qu'ils connaissent déjà un peu, à tenter l'aventure d'une nouvelle discipline, faute de dons, peut-être. Pourquoi ce coup de frein à l'enseignement de langues vivantes ? Le ministre part d'un constat d'échec en ce domaine : rares sont ceux qui, à la fin de leurs études secondaires, « maîtrisent » une langue vivante. Pourquoi en étudier deux, quand on est incapable d'en apprendre une seule ? Et comme il est, de nos jours, nécessaire d'en connaître au moins une, autant se « concentrer » sur elle. Argumentation pédagogique, on le voit. Un autre argument va même plus loin : c'est celui de l'« allègement » de la tâche pour les enfants d'origine modeste.

« Je ne suis doué pour les langues »

L'arrêté de Guichard répond en effet à une situation désastreuse. Les Français parlent peu et mal les langues vivantes, à la différence de la plupart de leurs voisins, à la différence, surtout, des peuples slaves. On a raison de s'inquiéter en haut lieu de cette faiblesse, car elle coûte cher en traductions, en traducteurs, en interprètes dans ce qu'il est convenu d'appeler échanges internationaux. La responsable, bien sûr, c'est l'école qui rend peu et mal.

Beaucoup de collègues d'enseignement général n'offrent qu'une langue vivante à leurs élèves : l'anglais, et, dans le meilleur des cas, 60 % seulement des élèves de C.E.G. abordent

l'étude d'une seconde langue vivante. D'après le S.G.E.N., 37 % des enfants qui ont quitté l'école primaire à la fin de l'année scolaire 1967-1968 n'avaient aucune chance d'étudier une langue vivante en 1968-1969. Ceux qui entrent dans une classe de transition ou de fin d'études n'ont aucune chance non plus.

Les lycées, plus généreux que les C.E.G. en la matière, sont ouverts à une minorité, et, dans cette minorité, seule une « élite » (enfants privilégiés par leur milieu, ou bilingues) échappe à la désaffection vis-à-vis des langues vivantes considérées comme des disciplines secondaires, à plus forte raison quand il s'agit de secondes langues : en règle générale l'espagnol, l'italien et le russe.

Qu'il y ait « désaffection », cela ne veut pas dire qu'on soit peu doué, mais que tout porte à se désintéresser de ces disciplines qui pâtissent de la tradition humaniste de l'Université. D'abord, les langues vivantes sont considérées comme « vulgaires » par rapport aux langues « nobles » : le latin et le grec, dans les lycées classiques. Elles sont, en outre, enseignées, malgré les efforts de nombreux maîtres, comme des langues mortes : listes de vocabulaire, étude abstraite de la grammaire, pratique de la version, du thème, érudition fastidieuse. Par réaction contre la tradition inefficace et la sclérose se sont développées de façon désordonnée les techniques audiovisuelles qui n'ont pas résolu le problème pédagogique de fond. Car il est remarquable que des élèves « faibles » en langues vivantes soient souvent « faibles » en français : la connaissance de la langue maternelle sous-tend et conditionne la connaissance des langues étrangères. Aussi ne saurait-on aborder les deux problèmes séparément. Le manifeste récent de l'association des professeurs de français constitue, à cet égard, une solide base de réflexion. Une formule en dit l'esprit : « Il ne faut pas faire réfléchir les élèves sur la langue, mais leur apprendre à s'en servir. »

L'arrêté du ministre : une fausse solution

Autre aberration : la suprématie écrasante de l'anglais. Parce que cette langue est la seule enseignée partout comme première langue, les parents d'élèves ont tendance à la conseiller à leurs enfants, et se laissent prendre en outre aux mythes de la facilité et de l'utilité : mal informés, ils retiennent pour l'orientation de leurs enfants des critères étrangers à la vocation de l'enseignement. En attendant l'espéranto, ils se contentent de l'anglais, et croient forcer ainsi les portes de l'avenir.

Les langues étrangères soumises aux lois de l'offre et de la demande cèdent le terrain à l'anglais qui parvient à une sorte de monopole, tandis que les classes d'espagnol, d'italien et de russe se vident. La décision de Guichard ressemble donc, en dernière analyse à une mesure de rationalité, pour ne pas dire d'« économie » : pourquoi laisser ouvertes des classes qui ne rendent pas ? Plutôt que de guérir le malade on le supprime peu à peu ; l'ampleur des problèmes posés récla-

maît autre chose qu'une mesure de détail, une politique universitaire démocratique au lieu d'une politique de rassistage, empirique et technocratique, en-deçà même de la Réforme de l'illustre prédécesseur. La promesse que le ministre a faite lors de sa récente conférence de presse ne nous convaincra pas du contraire : donner aux élèves de sixième, le choix entre les cinq « grandes » langues étrangères, ce n'est pas s'attaquer aux causes d'un mal profond. C'est tout au plus rassurer provisoirement les ambassades d'Amérique Latine ou d'U.R.S.S. C'est garantir que les accords culturels signés ne seront pas trahis.

Il faut poser les vrais problèmes

Les effets de la circulaire ? A court terme elle consacre le monopole de l'anglais ; les motivations des élèves au moment de leur entrée en sixième ne changeront pas. A moyen terme, elle laisse prévoir la réduction du nombre des postes d'enseignement pour les autres langues, des débouchés offerts aux étudiants qui se sont d'ores et déjà découvert une vocation à l'enseignement de ces langues, elle menace de chômage les maîtres auxiliaires dont l'emploi n'est protégé par aucune garantie statutaire. A long terme, elle confirme la menace qui pèse sur la fonction de l'enseignement : loin d'accroître l'égalité des chances pour tous et de renforcer le droit à l'éducation, elle laissera aux instituts privés, aux marchands de langues (Berlitz, Linguaphone et maisons sœurs) le soin de vendre à ceux qui en auront le plus besoin, des connaissances que l'école n'aura pas su leur donner gratuitement. Voilà qui est simple et clair.

Tout cela doit être dénoncé, certes, mais l'attitude du S.N.E.S., du S.N.E.-Sup, de l'U.N.E.F. « Renouveau » qui prétendent défendre les intérêts immédiats de chacune des catégories menacées, non sans proclamer que la Réforme est le cadre des discussions à venir, prête à confusion et se révèle démobilisatrice.

L'U.N.E.F. s'est trouvée depuis deux mois à l'avant-garde de la bataille contre la circulaire, mais elle a devant elle une lourde tâche d'explication. En cela elle bénéficiera du concours des minorités syndicales qui ont perçu la portée réelle de l'affaire des langues vivantes : tandis que la grève « s'effiloche », cesse ici, prend ailleurs, tandis que la combativité des enseignants, des élèves et des étudiants reste vive, notamment à Grenoble, à Nancy, à Saint-Etienne, il faut envisager de nouveaux modes d'action, prendre résolument l'offensive et articuler la bataille des langues vivantes sur la bataille pour une véritable formation des maîtres, pour une culture et un enseignement de masses, contre les concours de recrutement et la Réforme en général. Il ne s'agit pas de critiquer des mesures, mais d'analyser et de combattre une politique, de faire comprendre aux parents d'élèves le sens et la portée de la circulaire et de leur montrer où sont leurs intérêts réels, ceux de leurs enfants, car les langues vivantes ne sont pas encore à vendre, l'éducation non plus. □

(1) « Le Monde », 22-23 février 1970.